

**LES GRANDS COURANTS DE L'ANALYSE
ÉCONOMIQUE DEPUIS LE XVI^{ÈME} SIÈCLE :**

A) DES MERCANTILISTES À MARX

I. LE SYSTÈME MERCANTILISTE

- A. Enrichir le pays en faisant entrer les métaux précieux**
- B. Protectionnisme et monopoles : une économie réglementée**

II. LES PHYSIOCRATES

- A. Le tableau économique : une approche macroéconomique**
- B. Un premier libéralisme**

III. LES CLASSIQUES

- A. La « main invisible » : les intérêts individuels mènent à l'intérêt général**
- B. Les Classiques et la valeur-travail**
- C. La division du travail**
- D. La loi des débouchés**
- E. Une vision pessimiste de la croissance**
- F. Une théorie du commerce international**

IV. L'ÉCONOMIE DE MARX

- A. Le mode de production capitaliste**
- B. La plus-value au cœur du MPC**
- C. L'accumulation à l'origine des crises**

1

LE « SYSTÈME MERCANTILISTE »

« Ce n'est pas l'abondance de l'or et de l'argent qui fait les États riches et opulents. »

« On dit que l'un n'y perd jamais que ce que l'autre y a gagné ».

(Antoine de Montchrestien)

1.1.

ENRICHIR LE PAYS EN FAISANT ENTRER LES MÉTAUX PRÉCIEUX

C'est Adam Smith qui nomme « système mercantiliste » les éléments de doctrine qui dominent la pensée économique en Europe entre 1550 et 1750. S'il est excessif de parler d'une « doctrine » mercantiliste, il n'en reste pas moins que les « mercantilistes » manifestent certaines préoccupations et attitudes communes.

En effet, la plupart des auteurs de l'époque se donnent pour objectif d'enrichir leur pays en y faisant entrer les métaux précieux qui affluent vers le continent grâce à la première colonisation.

Toutefois, au-delà de cette préoccupation commune, chaque auteur propose des « recettes » en fonction des caractères propres à l'économie de son pays : puissance coloniale, puissance commerciale, richesse agricole...

Avec les mercantilistes, l'économie se met au service du politique, dont elle se veut l'auxiliaire. C'est ce que ne voit pas Adam Smith, qui critiquera, au nom de l'efficacité économique, des politiques combinant protectionnisme et réglementation étatique.

UNE DOCTRINE POPULATIONNISTE

La formule de **Jean Bodin** (1530-1596) – « il n'y a de richesse ni de force que d'hommes » – est l'expression la plus célèbre de la doctrine de la population du mercantilisme. **Antoine de Montchrestien** (*Traité d'économie politique*, 1615), Josiah Child (*Traité sur le commerce et les avantages qui résultent de la réduction de l'intérêt de l'argent*, 1690), William Temple (*Recherche des moyens d'avancer le commerce en Irlande*, 1673), J.-F. Melon (*Essai politique sur le commerce*, 1734) développent tous cette même idée.

Dans leur justification du populationnisme, **ces auteurs insistent généralement sur le caractère productif de la ressource humaine**. Pour Montchrestien « le bonheur des hommes consiste principalement en la richesse, et la richesse dans le travail ». Pour William Petty (1623-1687) « le travail est le père et le principe actif de la richesse, tandis que la terre en est la mère ». Ils insistent aussi sur la **possibilité d'une plus grande division du travail et d'un salaire bas indispensable à la compétitivité des produits nationaux** (J. Child, B. de Mandeville).

Il faut cependant signaler l'expression plus nuancée de Giovanni Botero, qui suggère d'adapter le volume démographique à l'offre de biens de subsistance (*Les Causes de la grandeur et de la magnificence de la cité*, 1588). Cette **idée d'optimum de la population** sera **reprise et développée plus tard par Richard Cantillon** qui lui adjoindra la notion de croissance économique et, par conséquent, de celle des moyens de subsistance – vision non pessimiste – ainsi que par Thomas Robert Malthus, qui développera, lui, une vision nettement pessimiste.

LE « SYSTÈME MERCANTILISTE »

Objectif

Permettre l'enrichissement de l'État, c'est-à-dire faire entrer les métaux précieux dans le royaume.

Moyens

Favoriser l'exportation de biens manufacturés, dont la qualité (et le prix) sont garantis par la production dans le cadre de monopoles.

Interdire les exportations agricoles (de céréales notamment) afin de maintenir le prix du blé et les salaires à un niveau bas.

Développer le commerce colonial, qui permet d'acquérir des matières premières transformées dans le pays.

Observant que la Hollande, quand elle dominait l'Europe, n'a que très peu eu recours aux politiques mercantilistes et que l'Angleterre ne les a adoptées que le temps de s'imposer comme première puissance mondiale, l'historien Fernand Braudel en concluait que le mercantilisme est « la politique des dominés ». La tradition mercantiliste est peut-être encore présente dans les pays émergents, qui aspirent à rejoindre la cour des grands.

BODIN : LA RELATION ENTRE LA QUANTITÉ DE MONNAIE ET LES PRIX

Jean de Malestroit soutient dans ses *Paradoxes sur le fait des monnaies touchant l'enchérissement de toutes choses* (1566), que la cherté dont se plaint l'opinion est une illusion, car si on donne plus de pièces pour acheter une aulne de velours, il en est de même pour une journée de travail ou pour une maison. **Les prix relatifs sont restés constants** et les pièces contiennent de moins en moins de métal précieux : le prix en or n'a pas augmenté.

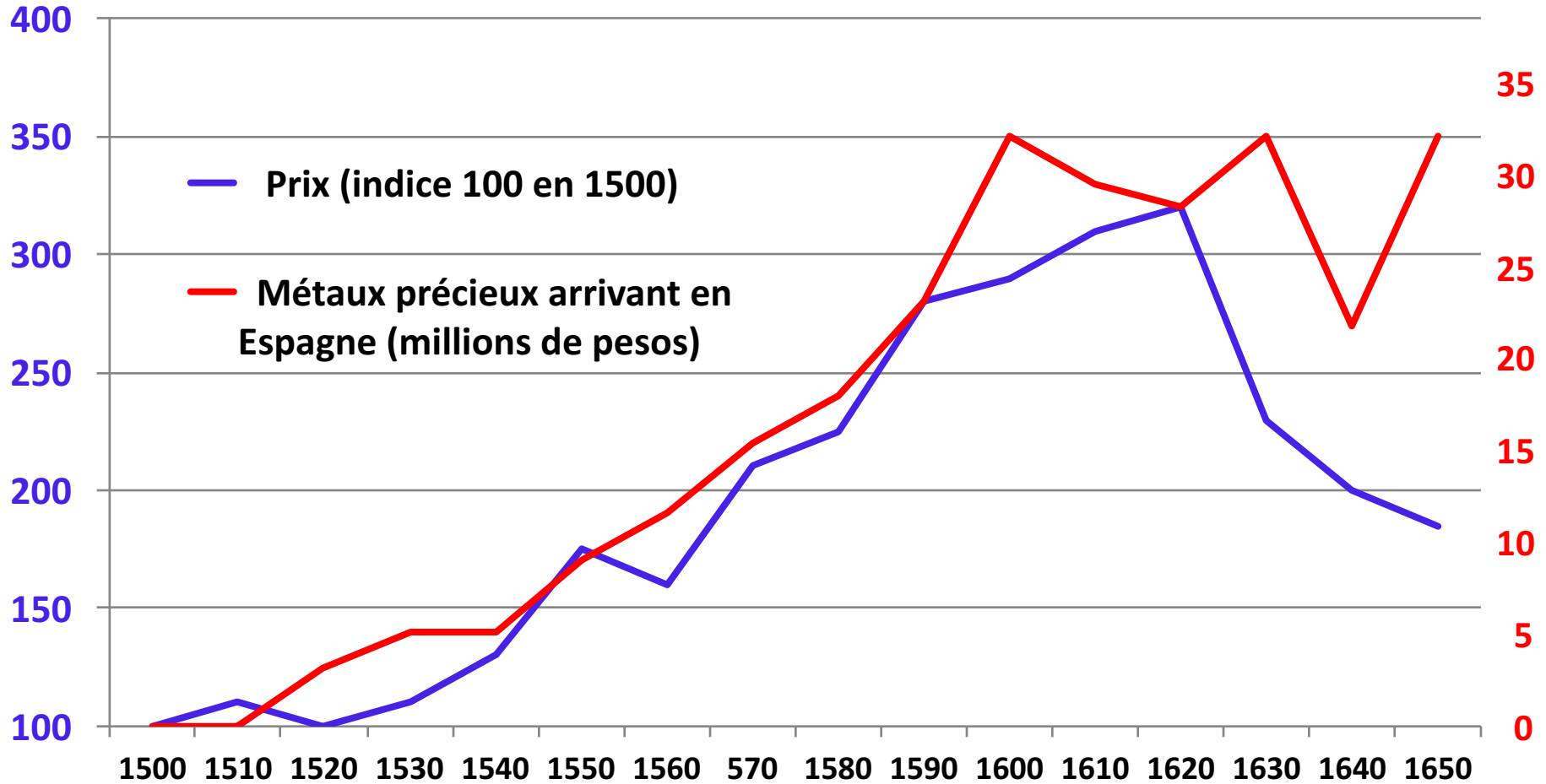
→ Neutralité de la monnaie

Jean Bodin réfute cette analyse dans sa *Réponse aux paradoxes du Sieur de Malestroit touchant à l'enchérissement de toutes choses* (1568). Il conteste le choix de la marchandise représentative, car un bien de luxe déjà très cher a tendance à connaître une plus faible hausse de prix que les autres. Il est donc indispensable de raisonner sur un panier de biens. **Pour Bodin, les causes de la hausse des prix sont l'abondance d'or et d'argent**, la pratique des monopoles, la disette et les dépenses des rois et des seigneurs. Certains commentateurs avancent que la *Réponse* de Bodin exprime ce qu'on appellera la théorie quantitative de la monnaie.

→ La monnaie est active

Les mercantilistes préconisent l'abondance de monnaie dont l'effet, *via* son prix bas, est de permettre de financer, aux meilleures conditions, les investissements des manufactures, des transporteurs et des marchands. Le prix de cette monnaie est le taux d'intérêt qui n'est plus condamné. Ainsi le capital est productif.

MÉTAUX PRÉCIEUX ET PRIX (1500 - 1650)



La corrélation évidente entre les deux courbes semble donner raison à Jean Bodin, mais d'autres facteurs peuvent expliquer la « révolution des prix » qui a frappé les contemporains : l'accroissement de la population et de la demande, la consommation de luxe des cours princières et les besoins croissants des armées.

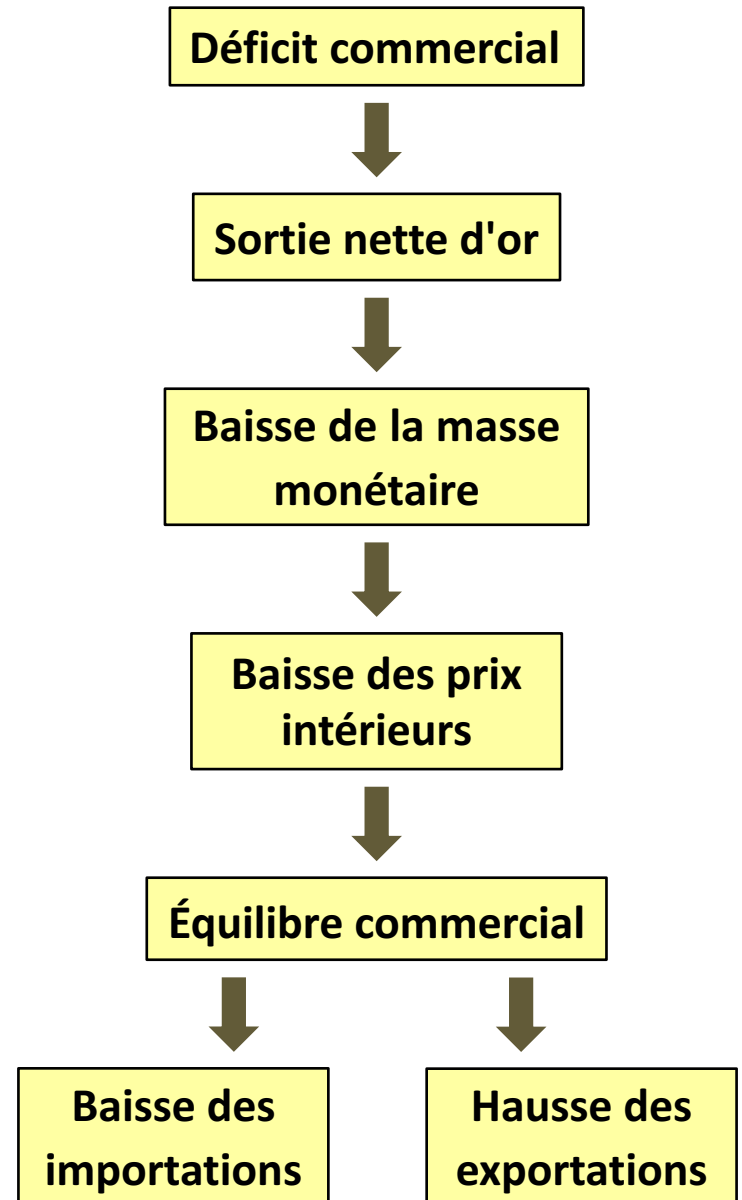
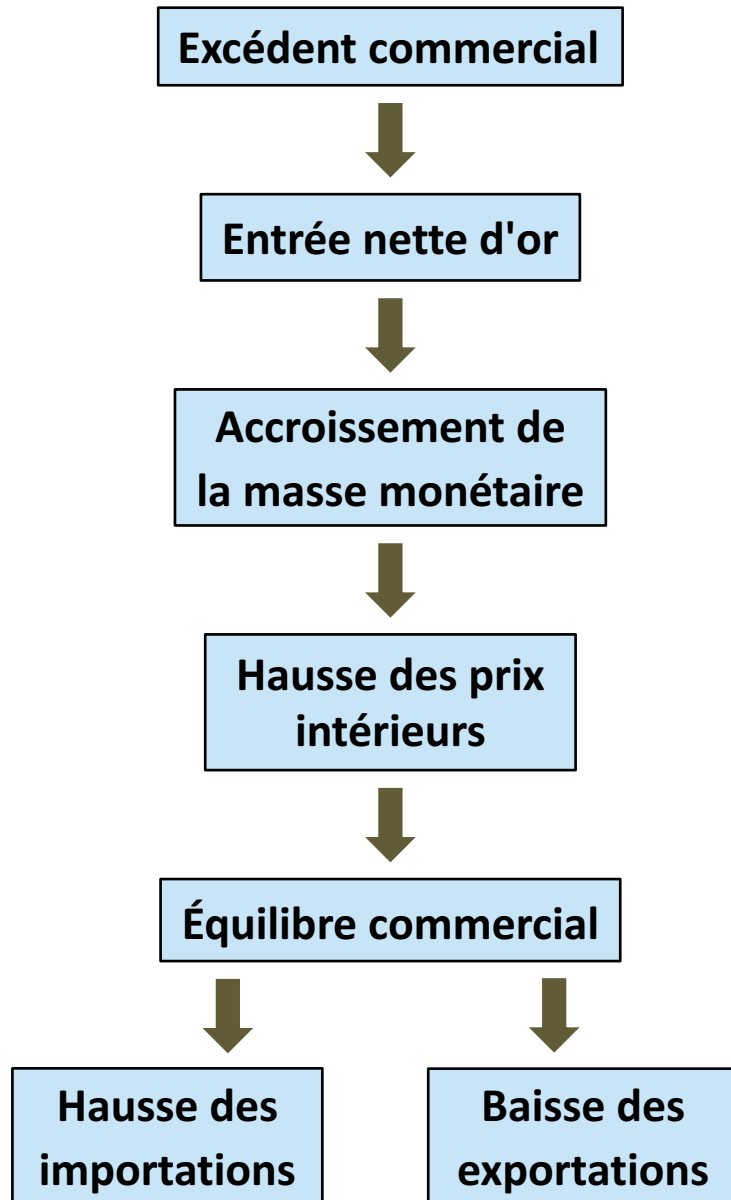
POPULATION, SALAIRES ET PRIX (1500 - 1650)

Entre 1520 et 1600, la hausse des prix s'accompagne d'une dégradation des conditions des travailleurs : la hausse de la population favorise la montée des prix (le prix du blé est multiplié par 15 entre 1500 et 1600) et augmente l'offre de travail, maintenant alors les salaires à un niveau bas (« loi d'airain des salaires »).

Les facteurs climatiques jouent aussi un rôle essentiel dans la hausse des prix : cherté conjoncturelle à chaque épisode défavorable, qui se combine avec la hausse tendancielle du XVII^e siècle, marqué par une dégradation climatique. La crise de 1693-94 provoque une surmortalité (1,2 millions de morts, presque autant que la guerre de 1914-18, mais en 2 ans seulement, et dans une France deux fois moins peuplée qu'en 1914...)

Entre 1280 et 1860, l'Europe connaît une phase de refroidissement climatique connu comme le « Petit Âge glaciaire ». Ce refroidissement de l'ordre de 1°C (en moyenne) est faible mais suffisant pour provoquer des hivers rigoureux et perturber les activités, notamment l'agriculture, en particulier au XVII^e siècle. Le Petit Âge glaciaire aurait été provoqué par l'explosion du volcan Samalas survenue en 1257 en Indonésie. L'extension de la banquise aurait alors modifié la circulation des courants marins, contribuant à un refroidissement des températures pendant près de six siècles.

LE « SYSTÈME MERCANTILISTE »



LA PRATIQUE MERCANTILISTE DIFFÈRE SUIVANT LES PAYS

- Le premier mercantilisme est espagnol, c'est un mercantilisme « chryshédoniste » (le plaisir provient de l'or) ou « bullioniste » (en anglais, *bullion* signifie lingot) qui considère qu'il faut **accroître les richesses en or** grâce aux mines des colonies **et surtout l'empêcher de quitter les frontières. Bodin avait cette conception de l'enrichissement en mettant en évidence que ce qui donne sa valeur à l'or, c'est sa rareté.** L'abondance des métaux précieux n'est pas un facteur d'enrichissement. Au contraire, celle-ci provoque une augmentation des prix et donc n'enrichit pas réellement le pays.
- **Selon le mercantilisme anglais, il faut exporter le plus possible aux prix les plus élevés, et importer le moins possible.** Cela permet de dégager un excédent commercial qui fait rentrer de l'or dans le pays. **Le mercantilisme anglais est donc avant tout un mercantilisme protectionniste** dont les deux mesures les plus symboliques sont les ***Corn Laws*** de 1773 qui interdisent toute importation de blé et les « **actes de navigation** » de **Cromwell** (1651) qui interdisent toute importation acheminée par des bateaux autres que les bateaux anglais ou de la nationalité du pays exportateur.
- **Selon le mercantilisme français (Montchrestien), il faut développer l'activité manufacturière.** Les importations doivent se limiter aux matières premières, tandis qu'il faut exporter des produits manufacturés à prix élevé. Le mercantilisme français, connaît son apogée avec le **colbertisme** ; il préconise donc un **protectionnisme sélectif** et une politique industrielle de création et de développement de **manufactures** royales (Sèvres, Gobelins...).

1.2.

PROTECTIONNISME ET MONOPOLES : UNE ÉCONOMIE RÉGLEMENTÉE

La logique d'exportations sélectives des mercantilistes repose sur l'établissement de monopoles, qui touchent aussi bien la production de biens manufacturés que le commerce colonial, dans le cadre d'une stricte réglementation étatique.

LES MANUFACTURES ROYALES EN FRANCE

Le colbertisme se caractérise par la primauté accordée à l'industrie et par l'intervention plus nette de l'État dans le domaine économique, allant jusqu'à une forme d'économie mixte comportant des manufactures royales et des entreprises privées. Ce **mercantilisme industriel** est représenté, en France, par Barthélémy de Laffemas – fondateur des chambres de commerce et d'industrie –, Montchrestien, Richelieu et Colbert. L'économie industrielle est organisée en corps de métiers dont le règlement fixe les procédés d'activité. Les principales manufactures sont créées à la fin du XVII^e siècle par Colbert, comme la Manufacture des Gobelins ou la manufacture des Glaces (qui deviendra plus tard Saint-Gobain).

Le hollandais Van Robais est l'un des nombreux étrangers que Colbert invite en France afin d'y introduire les meilleures techniques. **La manufacture** de draps fins que Van Robais fonde en 1665 **reçoit le titre de manufacture royale et les privilèges attachés à ces établissements** : exemptions fiscales, protection de la marque et des procédés de fabrication, une somme de 12 000 livres. Les ouvriers hollandais qui accompagnent Van Robais sont naturalisés, « exempts de tous subsides, impositions, logements de gens de guerre, charges de ville, corvées et autres charges publiques », et sont libres de pratiquer leur religion. Ces avantages emportaient en contrepartie le respect de normes de production et de qualité. Van Robais employa jusqu'à 1 600 ouvriers.

On évoque parfois le « colbertisme industriel » pour désigner la politique industrielle conduite par l'État en France, dans les années 1960 notamment. Des projets comme le *Concorde* ou le développement de la filière électronucléaire sont révélateurs d'un interventionnisme qui s'inscrit dans l'héritage de Colbert.

LE COMMERCE INTERNATIONAL : UN JEU À SOMME NULLE

La plupart des mercantilistes accordent une place essentielle aux échanges et voient le commerce entre les nations comme un jeu à somme nulle : ce que gagne un pays est égal aux pertes du reste du monde ; les métaux précieux qui entrent dans le pays font augmenter sa richesse, mais diminuent en même temps celle du pays de départ.

Dans cette optique, ils prônent un **protectionnisme sélectif** :

- des restrictions aux importations de produits manufacturés susceptibles d'être produits à l'intérieur, et à l'exportation de matières premières, susceptibles d'être transformées à l'intérieur, et des produits agricoles dont la raréfaction par l'exportation risquerait de faire augmenter les salaires et ainsi pénaliser l'industrie nationale ;
- des incitations à l'exportation des produits manufacturés ayant une plus grande valeur ajoutée et à l'importation de matières premières pour être transformées dans la nation.

Celui qui exporte (ou n'est pas concurrencé par les importations), en s'enrichissant, enrichit ses salariés, ses fournisseurs et enfin l'État, qui perçoit plus d'impôts, du fait de ces différents accroissements de la richesse.

Dans l'Angleterre de Cromwell, le *Navigation Act* (1651) oblige à transporter les marchandises importées sur des bateaux anglais uniquement. Un décret de 1667 oblige à inhumer les morts dans des draps de laine fabriqués dans le pays.

LE « SYSTÈME MERCANTILISTE » EN RÉSUMÉ

- Les mercantilistes considèrent que la richesse est avant tout monétaire et fondée sur la possession de métaux précieux.
- Le commerce international est un jeu à somme nulle puisque ce qu'un pays gagne (entrée d'or), l'autre le perd (sortie d'or).
- Ils veulent favoriser les exportations tout en limitant les importations. En ce sens, leur économie est un « libéralisme relatif » (ou un « protectionnisme sélectif »).
- Ils établissent la relation entre la quantité de monnaie et le niveau des prix.
- Ils admettent l'intervention de l'État (monopoles) qui s'inscrit logiquement dans la conception du pouvoir absolutiste de l'époque.

Adam Smith les vouait aux gémonies mais Keynes saluait la sagesse de leurs analyses. Les mercantilistes, un ensemble de penseurs européens très divers écrivant entre les XVI^e et XVIII^e siècles, ont toujours suscité des débats passionnés chez les économistes. Loin de présenter une doctrine unifiée, ils ont été regroupés par Adam Smith sous l'expression peu flatteuse de « système mercantile », car ils faisaient de la maximisation des excédents commerciaux extérieurs un objectif prioritaire de la politique économique, notamment par le recours à des politiques protectionnistes.

Obnubilé par la défense du libre-échange, Smith n'a pas compris que cet objectif s'inscrivait dans une réflexion plus large sur le rôle économique et politique de l'État.

Le mercantilisme est un moment important de la pensée économique dans la mesure où il marque la fin de la prééminence des doctrines de l'Église (la chrématistique). En effet, son approche n'est plus fondée sur des comportements individuels guidés par la morale chrétienne, mais sur une vision globale de l'économie, considérée à l'échelle de l'État-nation. Avec les mercantilistes, la pensée économique ne s'émancipe pas encore totalement des considérations qui lui sont étrangères, mais elle commence à s'en dégager de façon significative.

2

LES PHYSIOCRATES

« L'agriculture est le fonds primitif de nos richesses. » (Quesnay)

2.1.

LE TABLEAU ÉCONOMIQUE

La physiocratie (étymologiquement : le « pouvoir de la nature ») est la première véritable école de pensée économique, dans la mesure où elle est la première à se doter d'un programme de recherche précis – l'analyse de la circulation des richesses dans la nation –, d'un livre de référence exprimant ce programme – *le Tableau économique* (1758) de François Quesnay.

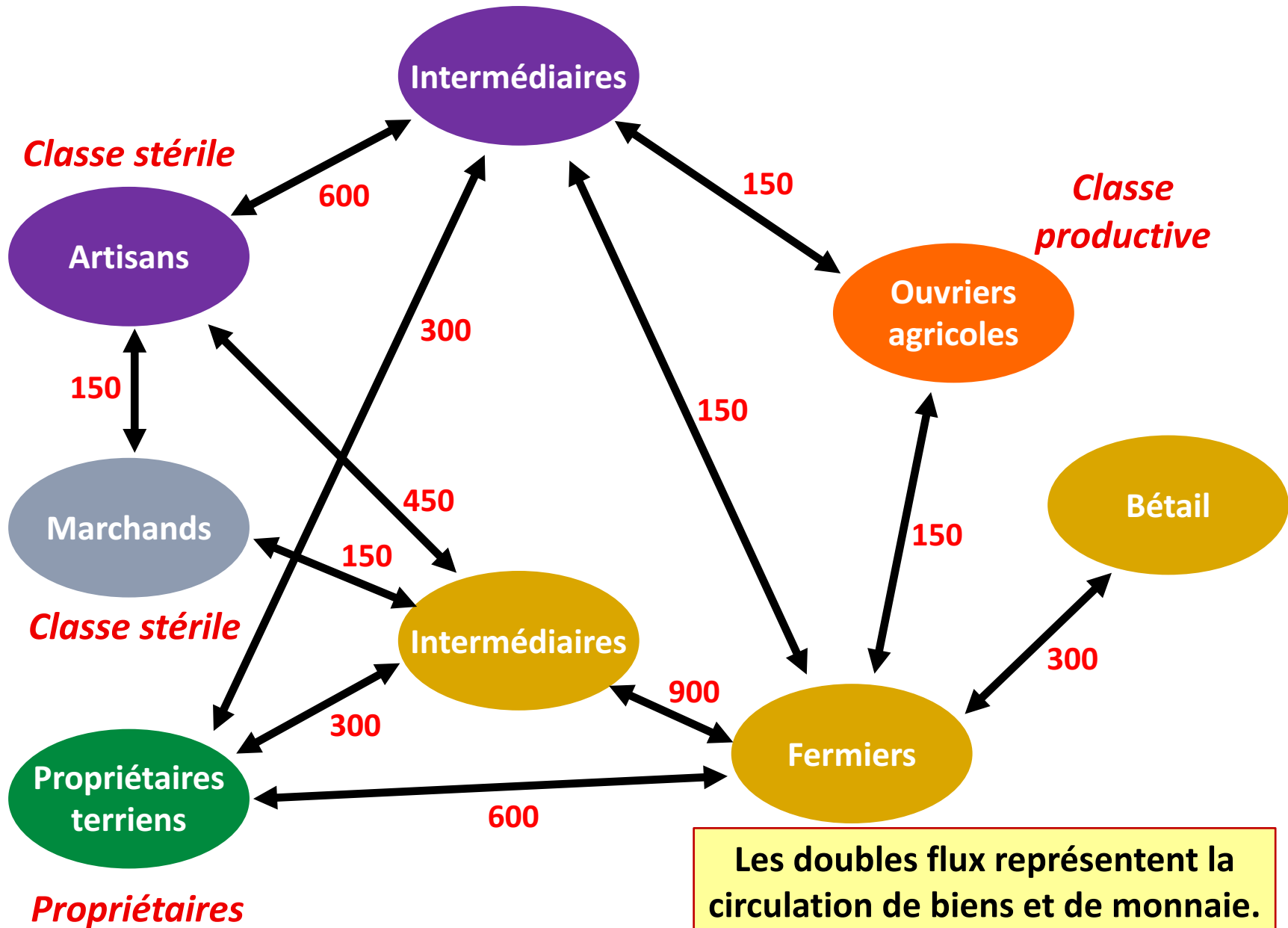
LE TABLEAU ÉCONOMIQUE : UNE PREMIÈRE APPROCHE MACROÉCONOMIQUE

En 1758, **François Quesnay** présente ainsi le Tableau économique d'un royaume agricole.

La nation est réduite à trois classes de citoyens :

- **La classe productive** est celle qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances des dépenses des travaux de l'agriculture, et qui paye annuellement les revenus des propriétaires des terres. On renferme dans la dépendance de cette classe tous les travaux et toutes les dépenses qui s'y font jusqu'à la vente des productions à la première main, c'est par cette vente qu'on connaît la valeur de la reproduction annuelle des richesses de la nation.
- **La classe des propriétaires** comprend le souverain, les possesseurs des terres et les décimateurs. Tout comme la classe stérile, elle est improductive, mais elle s'en distingue toutefois par les droits de propriété qui lui permettent d'obtenir le Produit Net dégagé par la classe productive. Cette classe subsiste par le revenu ou *produit net* de la culture, qui lui est payé annuellement par la classe productive, après que celle-ci a prélevé, sur la reproduction qu'elle fait renaître annuellement, les richesses nécessaires pour se rembourser de ses avances annuelles et pour entretenir ses richesses d'exploitation.
- **La classe stérile** est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive et par la classe des propriétaires, qui eux-mêmes tirent leurs revenus de la classe productive.

LE TABLEAU ÉCONOMIQUE DE QUESNAY (SIMPLIFIÉ)



2.2.

UN PREMIER LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

À partir de 1750, et dans le sillage du libéralisme (au sens général et philosophique du terme) qui caractérise les « Lumières », les Physiocrates développent une pensée économique qui préconise la liberté d'entreprise (« laisser faire ») et de commerce (« laisser passer ») selon la formule de Gournay.

Adam Smith empruntera largement aux Physiocrates, dont les idées annoncent le libéralisme économique.

« La science économique n'étant autre chose que l'application de l'ordre naturel au gouvernement des sociétés, est aussi constante dans ses principes et aussi susceptible de démonstration que les sciences physiques les plus certaines. »

Pierre Samuel du PONT de NEMOURS (1739 – 1817)

LES PHYSIOCRATES : UN PREMIER LIBÉRALISME

Au départ de la doctrine physiocratique se trouve la **croissance en un ordre naturel** qui transcende les décisions juridiques et administratives. Cette conviction prend l'exact contrepied des idées mercantilistes.

Ils proposent de **démanteler le système complexe d'impôts et de règlements (corporations) que les mercantilistes avaient établi** pour tenter de canaliser l'économie vers les industries d'exportation et le commerce.

La productivité de la terre est la principale force qui sous-tend la prospérité économique. Pour eux, seule l'agriculture produit une richesse nouvelle : « *l'agriculture est le fonds primitif de nos richesses* » (Quesnay, article « *Grains* » dans *l'Encyclopédie*.)

Outre Gournay et Quesnay, parmi les physiocrates on trouve **Turgot dont les projets de réformes sont brièvement appliqués au début du règne de Louis XVI**. Leur échec s'explique largement par le conservatisme économique et le manque de soutien politique du roi.

Si leur pensée annonce les idées d'Adam Smith, à la différence de ce dernier, ils ne perçoivent cependant pas le rôle déterminant du marché, préférant s'en tenir au culte de la nature et d'un hypothétique « ordre naturel ».

Plus généralement, la doctrine physiocratique, centrée sur l'agriculture, apparaît incompatible avec la révolution industrielle qui débute à la fin du XVIII^e siècle.

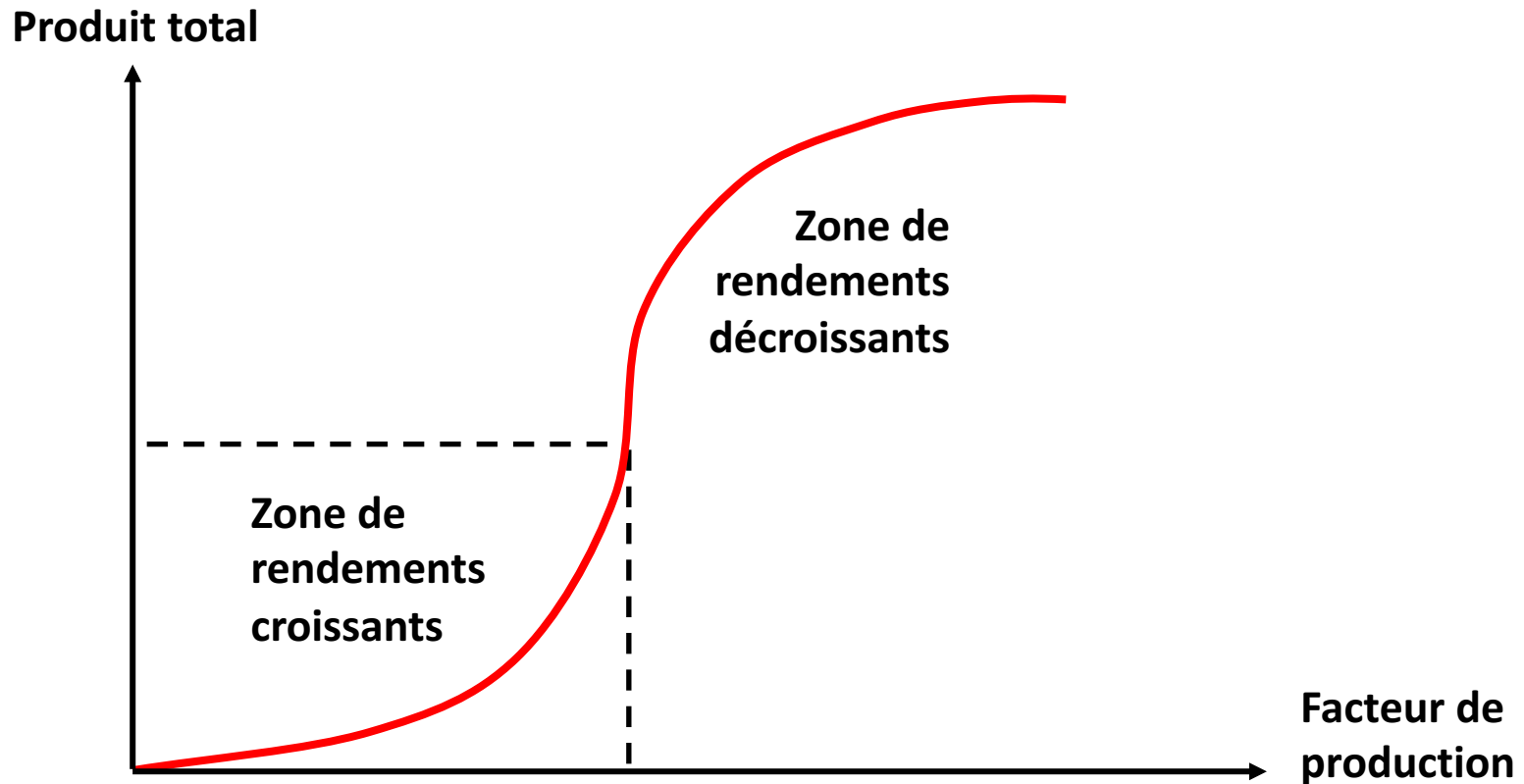
LES PHYSIOCRATES : SEULE L'AGRICULTURE PRODUIT LA RICHESSE

Les physiocrates réagissent contre les mercantilistes car **ils pensent que l'enrichissement monétaire ne doit pas être l'objectif de l'économie. Seules les productions agricoles constituent de véritables richesses, l'agriculture est la seule activité qui permette de produire un surplus** au-delà des matériaux utilisés, c'est-à-dire un produit net.

L'activité manufacturière est stérile car elle transforme les richesses, mais n'en crée pas ; la seule utilité de l'industrie est de fournir à l'agriculture des biens de production – que les physiocrates nomment « avances » –, et dont l'utilisation permet d'augmenter les rendements.

→ Avec les physiocrates, la richesse devient matérielle et non plus uniquement monétaire, comme l'affirmaient les mercantilistes.

TURGOT : LA LOI DES RENDEMENTS NON PROPORTIONNELS



La « découverte » des rendements décroissants par Turgot (1768) aura une importance capitale pour l'analyse économique, on la retrouve notamment dans :

- l'analyse malthusienne de l'évolution démographique ;
- la conception ricardienne de la rente différentielle et de l'état stationnaire ;
- la théorie néoclassique de la répartition ;
- l'analyse de la croissance reposant sur des ressources naturelles limitées.

LES PHYSIOCRATES : UNE RUPTURE AVEC LE MERCANTILISME

- Avec les physiocrates, **la richesse devient matérielle et non plus uniquement monétaire, comme l'affirmaient les mercantilistes.**
- L'État ne doit pas intervenir dans l'économie et doit respecter les lois physiques qui la guident (d'où le nom de « physiocrates »).
- Les intérêts individuels et surtout ceux des agriculteurs sont conformes à l'intérêt général.
- Il faut respecter l'ordre naturel de l'économie et la propriété privée.
- Les physiocrates sont libre-échangistes (« *laissez faire, laissez passer* ») et s'opposent au protectionnisme de Colbert et de ses héritiers qui limite les exportations de blé. Ils considèrent au contraire qu'il faut favoriser les exportations de blé et l'augmentation du prix des produits agricoles afin d'encourager les agriculteurs à accroître leur production et donc le produit net.

Les physiocrates sont à l'origine de trois avancées majeures de la pensée économique :

- ils sont les premiers libéraux ;
- ils prônent l'enrichissement matériel et non monétaire ;
- ils ont créé le premier circuit économique.

3

LES CLASSIQUES

« Tout homme, tant qu'il n'enfreint pas les lois de la justice, demeure en pleine liberté de suivre la route que lui montre son intérêt et de porter où il lui plaît son industrie et son capital, concurremment avec ceux de tout autre homme ou de toute autre classe d'hommes. » (Adam Smith)

LES CLASSIQUES JETTENT LES BASES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE MODERNE

Tout comme le mercantilisme, le classicisme économique ne se définit pas par des fondements doctrinaux précis, une problématique spécifique et des analyses convergentes développées par les différents auteurs qui se considèrent disciples d'Adam Smith. Cependant, et malgré la réunion des trois éléments qui font une école (un chef avec A. Smith, une œuvre de référence avec la Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, des disciples), l'économie classique se présente plutôt comme un amas regroupant des courants doctrinaux divers, des théories économiques divergentes, mais dont les énoncés ou les analyses forment les bases de la science économique moderne.

Le sens du mot « *classique* » désigne ce qui est « à l'usage des classes ». Autrement dit, l'économie classique est ce que tout apprenti en économie doit connaître, même s'il est amené à contester son enseignement et à s'en écarter. Les grandes constructions de Marx et de Keynes en donnent l'exemple, de par leurs références et leur positionnement à l'égard des auteurs qu'ils qualifient eux-mêmes de « classiques ».

3.1.

LA « MAIN INVISIBLE » : L'HARMONIE DES INTÉRÊTS INDIVIDUELS MÈNE À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'individualisme est le fondement idéologique et le principe méthodologique de la pensée classique. Il justifie le libéralisme. Il pose pour règle que l'intérêt général est la résultante des intérêts individuels : on ne réalise jamais mieux l'intérêt général qu'en poursuivant chacun son intérêt personnel. Il s'ensuit que le bien-être général est d'autant plus éloigné que chacun est obligé de sacrifier à l'intérêt général, décrété par un pouvoir qui décide à notre place. Les mécanismes du marché concurrentiel constituent la « main invisible » qui assure l'harmonie des intérêts des individus considérés comme rationnels.

LE LIBÉRALISME ET LA « MAIN INVISIBLE »

- La liberté individuelle dans la production et l'échange est défendue par A. Smith comme facteur d'efficacité économique. L'expression « main invisible » éclaire le **processus d'ajustement entre les actions économiques individuelles et l'intérêt général à travers la concurrence que les individus se font et qui aboutit à l'efficacité économique**. Smith s'oppose ainsi à la vision mercantiliste qui justifiait l'interventionnisme de l'État au service de la puissance royale par les excédents commerciaux et l'accumulation des métaux précieux.
- Pour Smith, ce n'est pas le résultat du commerce extérieur ou de la conquête qui est créateur de richesses mais **la division du travail qui permet d'élever l'efficacité** (= la productivité) des ouvriers comme l'illustre l'exemple de la fabrique d'épingles. L'approfondissement de la division du travail est pour lui le facteur déterminant de l'augmentation de la puissance productive des ouvriers **en améliorant leur habileté, en évitant les temps morts et en facilitant la mécanisation**.
- Or la division du travail n'est limitée que par l'étendue des marchés. A. Smith défend le libre-échange sur le plan intérieur et international quand les nations ont chacune des avantages absolus. Il considère aussi dans le premier chapitre du livre II de la *Richesse des nations* que l'accumulation du capital est indispensable à la croissance puisqu'elle permet une division du travail plus poussée.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, LES LOIS DU MARCHÉ ET LA MAIN INVISIBLE

Pour Smith et les libéraux, **l'intérêt général véritable ne sera réalisé que si chacun respecte les lois du marché.**

Les mécanismes du marché concurrentiel constituent la « main invisible » qui assure l'harmonie des intérêts des individus considérés comme rationnels. Ainsi, en cas de pléthore, c'est-à-dire d'une offre supérieure à la demande, les entreprises se livrent une concurrence pour attirer les acheteurs peu nombreux. La baisse des prix qui s'ensuit a alors une double conséquence : d'une part, la demande augmente (les acheteurs sont attirés par la baisse de prix), de l'autre, certaines entreprises se tournent vers d'autres activités lucratives, là où la demande est supérieure à l'offre.

Dans ces mouvements inversés, l'offre et la demande finissent par s'équilibrer sur tous les marchés. Cet équilibre sur chacun des marchés signifie, par conséquent, que tous les demandeurs et tous les offreurs sont satisfaits, et qu'ainsi, le bien-être général maximum est réalisé. *La Richesse des nations* annonce la théorie de l'équilibre général de Walras.

A. SMITH : « L'ÉTAT GENDARME »

L'économie classique est engendrée par la philosophie des Lumières et la doctrine de l'ordre naturel. Aussi certains économistes classiques ne cessent-ils d'affirmer que l'État ne doit pas chercher à remplacer les lois naturelles de l'économie par des lois positives, c'est-à-dire artificielles.

Smith n'ignore pas que la société n'est pas faite d'individus dont les comportements sont indépendants : il existe des groupes qui ont tendance à se coaliser au nom d'un intérêt commun, agissant ainsi contre l'intérêt général. C'est le cas de la classe qui perçoit le profit, celle qui détermine le niveau de l'activité générale. **Étant donné que l'État est le représentant de la classe dominante, la seule façon d'éviter les abus est de réduire le rôle de l'État à la fourniture des seuls biens et services collectifs indivisibles qui engendrent des effets externes positifs à l'ensemble de la société.** Quant au financement de ces dépenses qui profitent à toute la société, *« il est juste qu' (elles) soient défrayées par une contribution générale de toute la société ».*

A. Smith se garde donc de professer un libéralisme absolu. Le domaine d'intervention de l'État doit être délimité. Il reconnaît certaines fonctions régaliennes de l'État : la défense, la justice, la police. **Il revient à l'État de garantir le bon déroulement du commerce et de prendre en charge les activités que ne peuvent assumer les intérêts privés.** En revanche, il condamne les politiques qui entendent réglementer l'activité économique, ce que préconisaient les mercantilistes. C'est donc avec A. Smith que se constitue ce que l'on appellera plus tard la doctrine de « l'État gendarme », annonçant elle-même les théories contemporaines favorables à « l'État-minimal ».

3.2.

LES CLASSIQUES ET LA VALEUR-TRAVAIL

Contrairement à ce qu'affirment les mercantilistes, la véritable richesse n'est pas l'or, mais le produit que l'on peut consommer. La richesse provient donc de la production matérielle. Les classiques ne partagent pas tous la même théorie de la valeur d'échange, celle-ci étant, dans tous les cas, la quantité de toute autre marchandise contre laquelle une marchandise donnée s'échange. Certains, comme Malthus et Jean-Baptiste Say s'en tiennent à la théorie de la valeur subjective alors que Smith et Ricardo formulent une théorie de la valeur objective, la valeur-travail.

La théorie classique de la valeur explique leur théorie de la répartition du revenu.

TRAVAIL PRODUCTIF ET TRAVAIL IMPRODUCTIF

A. Smith – comme les physiocrates et la plupart des classiques –, distingue le **travail productif**, qui ajoute de la valeur aux objets sur lesquels il s'applique, et le **travail improductif qui s'exerce dans le domaine des services**. Dans le travail productif, le salaire est une avance et pas une dépense, dans la mesure où il sera récupéré, avec du profit, par la vente de la production que le travail productif a permis d'obtenir. En revanche, le salaire versé pour le travail d'un domestique est une dépense définitive : « *un particulier s'enrichit à employer une multitude d'ouvriers fabricants ; il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques* ».

**Je m'interroge. Pourquoi la
valeur du diamant est-elle
aussi élevée alors que celle
de l'eau est aussi faible ?**



LE PARADOXE DE L'EAU ET DU DIAMANT

➤ **L'énoncé du paradoxe par Smith :**

« Le mot valeur, on doit l'observer, a deux sens différents : parfois il exprime l'utilité d'un objet particulier, et parfois le pouvoir d'acheter d'autres biens que procure la possession de cet objet. L'un peut être appelé valeur d'usage, l'autre valeur d'échange. Les choses qui ont la plus grande valeur d'usage n'ont fréquemment que peu ou pas de valeur d'échange ; et, au contraire, celles qui ont la plus grande valeur d'échange n'ont fréquemment que peu ou pas de valeur d'usage. Rien n'est plus utile que l'eau ; mais elle ne permet d'acheter presque rien ; presque rien ne peut être obtenu en échange d'elle. Un diamant, au contraire, n'a presque pas de valeur d'usage ; mais on peut fréquemment l'échanger contre une grande quantité d'autres marchandises. »

➤ **La solution de Ricardo :**

« L'utilité n'est pas la mesure de la valeur d'échange, bien qu'elle lui soit absolument essentielle. En tant qu'elles possèdent de l'utilité, les marchandises tirent leur valeur d'échange de deux sources : de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire pour les obtenir. »

SMITH : LA VALEUR D'UN BIEN EST DÉTERMINÉE PAR LA QUANTITÉ DE TRAVAIL QU'IL PERMET D'ACQUÉRIR

« Le travail est donc la mesure réelle de la valeur en échange de toute marchandise. »

Adam Smith est le premier à formuler une théorie de la valeur. Il fait la **distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange**. Le diamant a une faible valeur d'usage mais une forte valeur d'échange et inversement pour l'eau.

La valeur d'usage est en fait l'utilité sociale de la marchandise, c'est à dire l'utilité ressentie par les individus (théorie subjective de la valeur).

Mais **Smith s'intéresse plutôt à la valeur d'échange des biens** puisque c'est pour lui le problème de la valeur échangeable et la propension des individus à échanger qui explique la division du travail → ce qui détermine la valeur du bien, c'est la quantité de travail qu'il permet d'acheter.

Smith opte donc pour une théorie objective de la valeur et cette valeur est celle que le travail peut « commander », c'est-à-dire par la quantité de travail que cette marchandise peut acheter sur le marché. Lorsque quelqu'un achète une marchandise, il achète en réalité le travail d'autrui. **La valeur des marchandises provient donc de la quantité de travail nécessaire pour les produire.**

Son analyse sert de point de départ aux autres théories.

RICARDO : LA VALEUR DÉPEND DU COÛT EN TRAVAIL

David Ricardo reprend la théorie de la valeur-travail de Smith en l'enrichissant.

Ce n'est plus la quantité de travail commandé, mais la quantité de travail incorporé qui fait le coût du produit (= valeur ajoutée).

Le diamant a une valeur élevée parce qu'il faut une certaine quantité de travail pour l'extraire et le travailler, ce qui n'est pas le cas de l'eau. Il faut aussi prendre en compte le temps de travail incorporé aux machines nécessaires à l'extraction. Les machines transfèrent du travail aux marchandises qu'elles contribuent à produire (« travail vivant » et « travail mort »).

La valeur dépend du coût en travail des marchandises comme le prouve la croissance des prix des objets (la quantité de travail fixée dans une marchandise fait sa valeur échangeable : l'augmentation de la quantité de travail → augmentation de la valeur de la marchandise).

Le travail n'est pas l'unique source de la valeur : la rareté détermine la valeur des biens non reproductibles (ex : œuvre d'art).

J.-B. SAY : L'UTILITÉ DÉTERMINE LA VALEUR

Jean-Baptiste Say se démarque des classiques anglais par sa vision plus large de la richesse : contrairement à Smith, il y intègre les services.

Say est le seul classique à ne pas adhérer à la valeur travail. Il reprend la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage : **la valeur d'échange ne représente que les prix, la valeur d'usage est la capacité d'un bien à satisfaire des besoins (utilité).**

L'utilité, c'est « *cette faculté qu'on certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes, qu'on me permette de la nommer utilité* ».

Selon Say, **le prix n'est pas fonction du coût de production**, mais varie selon ce que l'acheteur paie et/ou est prêt à payer. Pour lui, **le prix tend à s'ajuster à la valeur d'usage dans un système libéral. La valeur d'usage des biens est leur valeur réelle.**

Rattaché à l'économie « classique », J.-B. Say apparaît comme un précurseur de l'économie néoclassique :

- sa loi des débouchés inspire la théorie de l'équilibre général (Walras) ;
- sa conception subjective de la valeur annonce l'approche marginaliste.

LES CLASSIQUES : ENTRE THÉORIE OBJECTIVE ET THÉORIE SUBJECTIVE DE LA VALEUR

A. Smith	<p>Distingue valeur d'usage et valeur d'échange :</p> <ul style="list-style-type: none">• La valeur d'usage est l'utilité sociale de la marchandise, c'est-à-dire l'utilité ressentie par les individus (théorie subjective de la valeur).• Mais Smith s'intéresse surtout à la valeur d'échange : la valeur d'un bien est déterminée par la quantité de travail qu'il permet d'acquérir. <p>➔ Théorie objective de la valeur.</p>
D. Ricardo	<p>La valeur d'un bien est déterminée par la quantité de travail incorporé dans ce bien (y compris le « travail mort » incorporé dans les machines ayant servi à le produire).</p> <p>➔ Théorie objective de la valeur.</p> <p>NB : Ricardo admet aussi que la rareté est un déterminant de la valeur.</p>
J.-B. Say	<p>N'adhère pas à la valeur travail. Il reprend la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage :</p> <ul style="list-style-type: none">• la valeur d'échange représente le prix ;• la valeur d'usage est la capacité d'un bien à satisfaire des besoins (utilité). <p>➔ Théorie subjective de la valeur.</p>

3.3.

LA DIVISION DU TRAVAIL

En introduisant le concept de division du travail, Adam Smith révolutionne la pensée économique. Pour lui, l'efficacité du travailleur (ce que nous appellerions « productivité ») suppose une spécialisation des ouvriers.

La division du travail trouve son prolongement dans la théorie smithienne du commerce international avec les avantages absolus.

ADAM SMITH : DIVISION DU TRAVAIL ET PRODUCTIVITÉ

Dans la *Richesse des Nations* (1776) A. Smith montre comment la division du travail (la fabrication d'une épingle décomposée en dix-huit opérations différentes au lieu d'être assurée en totalité par un seul ouvrier) contribue à une nette élévation de l'efficacité (la productivité) du travail.

Mais son analyse va au-delà : Smith ne dissocie pas l'analyse de la firme de l'analyse du marché : son analyse de la division du travail, non seulement énonce les raisons pour lesquelles la division du travail entraîne des gains de productivité, mais **pose aussi les jalons d'une analyse de la firme avec ses relations hiérarchiques. Il montre aussi comment la concurrence aboutit à une élimination des formes organisationnelles les moins performantes.**

Pas de marché sans entreprise, pas d'échange sans production

Alors que le courant néoclassique décrira plus tard un monde d'échange sans production, un monde dans lequel produire c'est choisir, sans s'intéresser à la manière dont les individus coordonnent techniquement leurs interventions, **Adam Smith se préoccupe de la manière d'organiser le travail au sein de l'entreprise pour en améliorer l'efficacité** et s'interroge sur l'effet de la division du travail sur l'innovation. En cela, **Smith développe une économie politique qui n'est pas seulement une économie de l'échange – visant à allouer des ressources – mais une économie de production**, qui vise à créer de nouvelles ressources.

LA DIVISION DU TRAVAIL CONDUIT À UNE SOCIÉTÉ D'ÉCHANGES MARCHANDS

La division du travail permet d'augmenter l'efficacité productive. **Cette efficacité peut encore être améliorée par l'utilisation des machines** et leur perfectionnement.

La spécialisation qui résulte de la division du travail conduit fatalement à une société d'échanges marchands, mais il ne servirait à rien de pousser la spécialisation jusqu'au point où le surplus de production ne trouverait pas de contrepartie. Par conséquent, **l'étendue du marché constitue la limite économique de la division du travail.**

L'idée selon laquelle la division du travail construit la société sera reprise par Émile Durkheim (*De la division du travail social*, 1893). Durkheim montre comment la division du travail affaiblit le contrôle social, conduisant à l'isolement des individus et à la montée des comportements anormaux comme le suicide.

LA DIVISION DU TRAVAIL SUPPOSE UNE ÉPARGNE PRÉALABLE

L'épargne n'est nullement nécessaire dans une société primitive d'autoproduction et d'autoconsommation. En revanche, pour qu'un travailleur spécialisé dans une seule tâche puisse poursuivre son labeur, il est nécessaire qu'il ait à sa disposition une avance qui lui permette de subsister et de quoi fournir des outils.

Dans une perspective d'évolution économique, **l'utilisation croissante du travail productif, dans un système de division intensive du travail, est subordonnée à l'existence d'une épargne préalable.** Celle-ci permet de financer l'augmentation du capital indispensable à la croissance économique globale. La mise en œuvre du travail productif dans un rapport salarial implique l'existence d'un capitaliste qui avance au moins les fonds salariaux, car il n'est pas toujours possible au travailleur salarié d'attendre le produit des ventes pour être payé. Par conséquent, **le capital sur lequel sont prélevés les salaires est un élément indispensable à la production** dans une société non primitive. **Adam Smith et la plupart des classiques insistent donc sur l'épargne**, voyant dans la consommation un gaspillage ou une destruction des richesses.

La théorie de l'épargne préalable à l'investissement implique une conception particulière de la distribution des revenus. Les inégalités peuvent être peu satisfaisantes moralement mais, pour Adam Smith et la plupart des classiques, il n'y a pas d'autres solutions pour dégager l'épargne nécessaire au financement des investissements.

RICARDO : UNE THÉORIE DE LA RÉPARTITION

La théorie de la répartition se fonde sur la **théorie de la valeur-travail** que Ricardo a empruntée à Smith. Selon cette théorie, **la valeur d'échange des marchandises dépend de la quantité de travail nécessaire pour les produire**. De plus, **la valeur travail des marchandises s'établit sur la base des conditions de production les plus difficiles**.

Selon Ricardo, trois catégories sociales se partagent trois sortes de revenu :

- **les salariés** vendent leur travail et reçoivent en contrepartie un **salaire de subsistance**. Ricardo reprend la « loi d'airain » déjà formulée par Turgot qui affirme que le salaire est celui qui permet tout juste de nourrir le travailleur, ainsi que sa famille. Ricardo explique qu'un salaire inférieur est impossible et qu'un salaire supérieur inciterait à la natalité (il reprend la loi de Malthus), augmentant à terme l'offre de travail et conduisant donc par la loi du marché à une baisse du salaire. Donc « *le prix naturel du travail* » est le montant du salaire permettant « *aux travailleurs de subsister et de perpétuer leur espèce sans variation de leur nombre* » ;
- **les capitalistes** reçoivent un profit égal à la différence entre la valeur des marchandises (qui dépend de la quantité de travail) et le montant des salaires versés ;
- **les propriétaires fonciers reçoivent une rente** déterminée par l'écart de rendement de leur terre par rapport à celui de la terre la moins fertile. En effet, le prix du blé dépend de la quantité de travail mise en œuvre sur la terre la moins fertile. Les autres terres vendent le blé au même prix, mais utilisent moins de travail ; c'est cet écart qui est à l'origine de la « *rente différentielle* » des propriétaires fonciers.

Le bon fonctionnement du capitalisme suppose un ensemble de conditions favorables, l'abondance des capitaux et de la main-d'œuvre, l'ouverture des marchés, l'attitude bienveillante de l'État, mais il **repose avant tout sur l'existence d'un agent essentiel : l'entrepreneur.**

Tout en soulignant rôle central de l'entrepreneur et en résumant la théorie classique de la répartition des revenus, **Say justifie le profit.** Ce revenu n'est pas gagné de manière indue, sur le dos des ouvriers ou en raison d'une « rente de situation ». **Il rémunère la part prise par l'entrepreneur dans la réalisation de la production.** Sa participation est assimilable à un travail, d'autant plus que **Say distingue l' « entrepreneur », celui qui réalise une production (industrielle ou non), du « capitaliste » qui ne fait que prêter des fonds. L'un et l'autre ont d'ailleurs des intérêts contradictoires :** le premier souhaite un taux d'intérêt faible, le second élevé.

L'entrepreneur rassemble les services productifs et réalise un profit qui est le fruit de sa capacité à réussir dans les affaires (il peut aussi échouer).

Le profit apparaît donc comme légitime puisqu'il sanctionne le risque qui a été pris.

En distinguant « entrepreneur » et « capitaliste », J.-B. Say évite la confusion trop fréquente entre « économie de marché » et capitalisme. Alors que la logique de marché suppose la concurrence, l'intérêt du capitaliste est la recherche du monopole.

L'IMPÔT NUIT À L'INVESTISSEMENT ET À LA DEMANDE

Un des éléments constants dans les prescriptions des économistes classiques, de Smith à Ricardo en passant par Say et Malthus, est la nocivité de la fiscalité. **La question de l'impôt occupe une place importante chez Ricardo. Une imposition trop lourde se traduit par des prélèvements excessifs sur les profits et les salaires, ce qui nuit à l'investissement et à la demande.**

Lorsque la consommation du gouvernement, augmentée par de nouveaux impôts, est suivie d'une augmentation de production, soit d'une consommation moins forte de la part de la nation, l'impôt ne frappe que le revenu, et le capital national reste intact ; mais s'il n'y a ni augmentation de production ni diminution de consommation dans la nation, l'impôt frappe nécessairement le capital. À mesure que le capital d'un pays diminue, ses productions diminuent parallèlement, par conséquent, si le gouvernement et la nation maintiennent le niveau de leurs dépenses pendant que la reproduction annuelle du capital décroît, les ressources du peuple et de l'État déclineraient avec une rapidité toujours croissante, et la misère sera inévitable.

Si Ricardo envisage les conséquences négatives de prélèvements obligatoires excessifs, il n'ignore pas pour autant l'effet stimulant que peut exercer la dépense publique sur la production. En revanche, la conception « classique » du salaire, qui considère celui-ci comme un coût de production pour les entreprises, interdit un raisonnement plus complet.

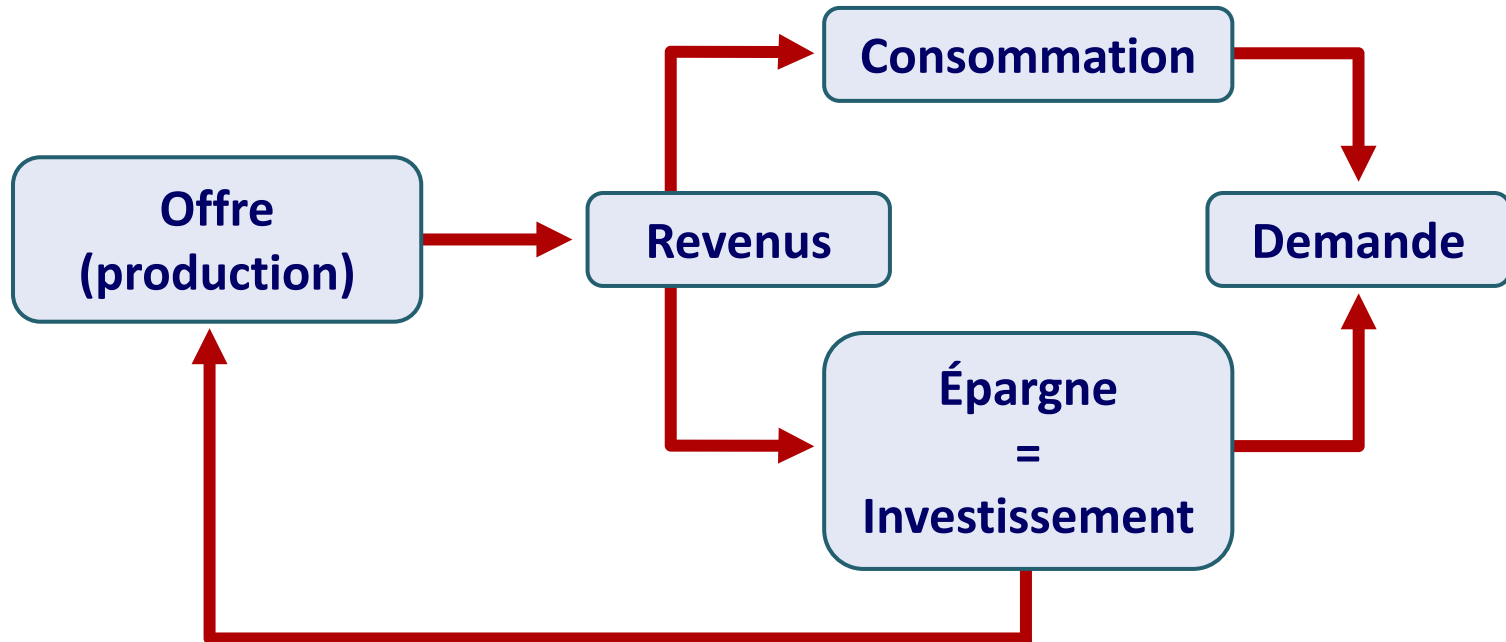
3.4.

LA LOI DES DÉBOUCHÉS

Formulée par Jean-Baptiste Say, la loi des débouchés est une pure expression de l'économie de l'offre. Elle est énoncée pour combattre le pessimisme de la plupart des classiques lorsqu'ils évoquent les limites à la croissance par l'étendue du marché. Selon J.-B. Say, les crises de surproduction sont impossibles. Cette loi postule l'égalité entre épargne et investissement et la neutralité de la monnaie.

Toutefois, certains « classiques » – comme Malthus –, n'adhèrent pas à la loi des débouchés.

J.-B. SAY : LA LOI DES DÉBOUCHÉS (1803)



La « loi de Say » est généralement résumée ainsi : « *les produits s'échangent contre des produits* », ou « *l'offre crée sa propre demande* ». À travers la distribution de revenus, un surcroît d'offre suscite un surcroît de demande. Globalement – d'un point de vue macroéconomique –, le lien entre offre et demande est toujours vérifié selon Say. Le rôle de l'entrepreneur étant primordial, il suffit de se placer du côté de l'offre pour analyser l'économie, puisque la demande globale est toujours égale à l'offre.

En vertu de ce principe, la monnaie n'est qu'un simple indicateur de la valeur des biens, elle n'agit pas sur la sphère productive car elle est neutre, elle n'est qu'un « voile ».

« LOI DE SAY » : PUISQUE TOUT REVENU EST DÉPENSÉ, IL Y A IDENTITÉ DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE GLOBALE

La « loi de Say » s'appuie sur l'identité du coût de production et de la somme des revenus, et sur l'idée que tout revenu est nécessairement dépensé, sous une forme ou sous une autre. D'où la nécessaire identité de l'offre et de la demande globale, autrement dit l'impossibilité des crises de surproduction.

- En tant que thèse monétaire, la « loi de Say » affirme donc que, **la monnaie n'étant jamais demandée pour elle-même, toute épargne finit par être investie.**
- En tant que thèse d'économie réelle, elle énonce que les déséquilibres partiels de l'économie proviennent soit de causes naturelles (la rareté des ressources limite l'emploi des facteurs de production) soit de causes politiques : l'impôt n'augmente les profits d'aucun producteur mais augmente le prix des produits → les revenus des producteurs ne sont plus suffisants pour acheter les produits.

Parmi les chocs extérieurs au marché pouvant entraîner des crises, Say mentionne les chocs monétaires, ce qui fait de lui un initiateur de la théorie monétaire des cycles.

LA « LOI DES DÉBOUCHÉS » : UNE ÉCONOMIE DE L'OFFRE

Puisque **l'offre est toujours et nécessairement égale à la demande (elle est une « demande réciproque »)**, il ne peut y avoir de crise économique par une surproduction générale et durable dans une économie de marché gouvernée par le principe de la liberté d'entreprendre.

Lorsqu'une crise survient, l'impossibilité de vendre les marchandises est la conséquence directe de la faiblesse des revenus et la conséquence indirecte de la faiblesse de la production, car les revenus sont issus de la production. En d'autres termes, **la valeur de l'argent qui se présente sur le marché est strictement égale à la valeur de la production**, et ce à tout instant : une partie de cet argent sert à l'acquisition des biens de consommation et l'autre partie – l'épargne – sert au financement des investissements. Par conséquent, **à tout moment, l'épargne est égale à l'investissement.**

La loi des débouchés pose l'hypothèse de la neutralité de la monnaie, induite par l'idée selon laquelle l'épargne n'est jamais thésaurisée. C'est l'une des constructions classiques les plus discutées, car elle exprime un point de vue à partir d'une économie de l'offre et nie la possibilité de la surproduction générale et durable. Contrairement aux classiques anglais pessimistes, J-B. Say apparaît comme un classique optimiste.

3.5.

UNE VISION PESSIMISTE DE LA CROISSANCE

L'école classique anglaise fait l'hypothèse que certains mécanismes naturels peuvent entraver la poursuite de la croissance. Pour Malthus, c'est l'augmentation de la population qui risque d'entraîner la misère. Ricardo emprunte à Turgot la loi des rendements décroissants dans l'agriculture pour expliquer l'« état stationnaire » qui menace la croissance économique.

MALTHUS : LA PRESSION DE LA POPULATION SUR LES RESSOURCES

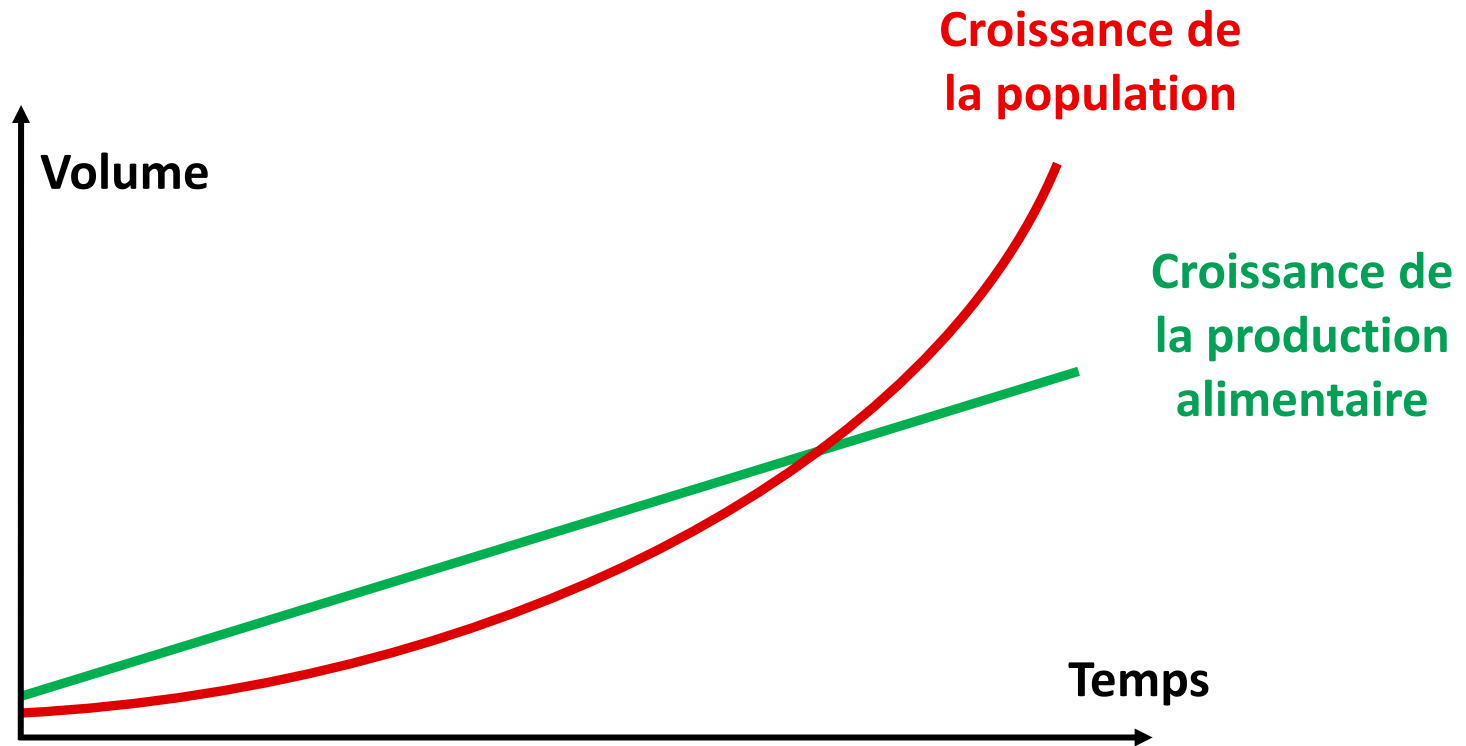
Malthus publie en 1798, un *Essai sur le principe de population* qui reprend les thèses relatives à la pression de la population sur les ressources : **les subsistances croissent suivant une progression arithmétique alors que, en l'absence d'obstacles, la population augmente suivant une progression géométrique** et double tous les vingt-cinq ans.

Les « obstacles » sont la « contrainte morale » et les famines, épidémies et guerres. **La contrainte morale est la limitation volontaire de la procréation** par la chasteté et les mariages tardifs (pasteur, Malthus n'admet pas les pratiques contraceptives). Mais cette limitation « morale » est fort peu pratiquée. Les obstacles destructifs et la misère l'emportent. Une plus grande abondance de biens ne peut conduire qu'à une augmentation de la population au niveau supérieur permis par les ressources. Une population plus nombreuse vivrait dans la misère.

Face au spectre de la misère, **Malthus préconise l'abandon des politiques d'assistance aux pauvres** (qui mettaient ceux-ci à la charge des paroisses, donc des nantis) afin de les contraindre à limiter leur natalité.

L'abolition en 1834 de la loi anglaise d'assistance aux pauvres (*Speenhamland Act* de 1795) va, certes, dans le sens de cette approche malthusienne, mais elle traduit surtout la victoire des industriels qui voient arriver sur le marché du travail une main d'œuvre supplémentaire condamnée à s'employer pour des salaires très faibles. En libéralisant le marché du travail, le malthusianisme s'inscrit bien dans une conception libérale de l'économie.

MALTHUS : LA « LOI DE POPULATION » (1798)



- Malthus ne prend pas en compte le fait que les hommes peuvent réduire volontairement leur fécondité autrement que par l'abstinence et que, lorsque la mortalité diminue, le taux de natalité baisse, mais avec un temps de retard.
- Par ailleurs, il méconnaît la capacité du progrès technique à accélérer la croissance de la production agricole. Si le caractère scientifique de la « loi » énoncée par Malthus a été démenti, il importe de rappeler l'ancienneté de la problématique malthusienne.

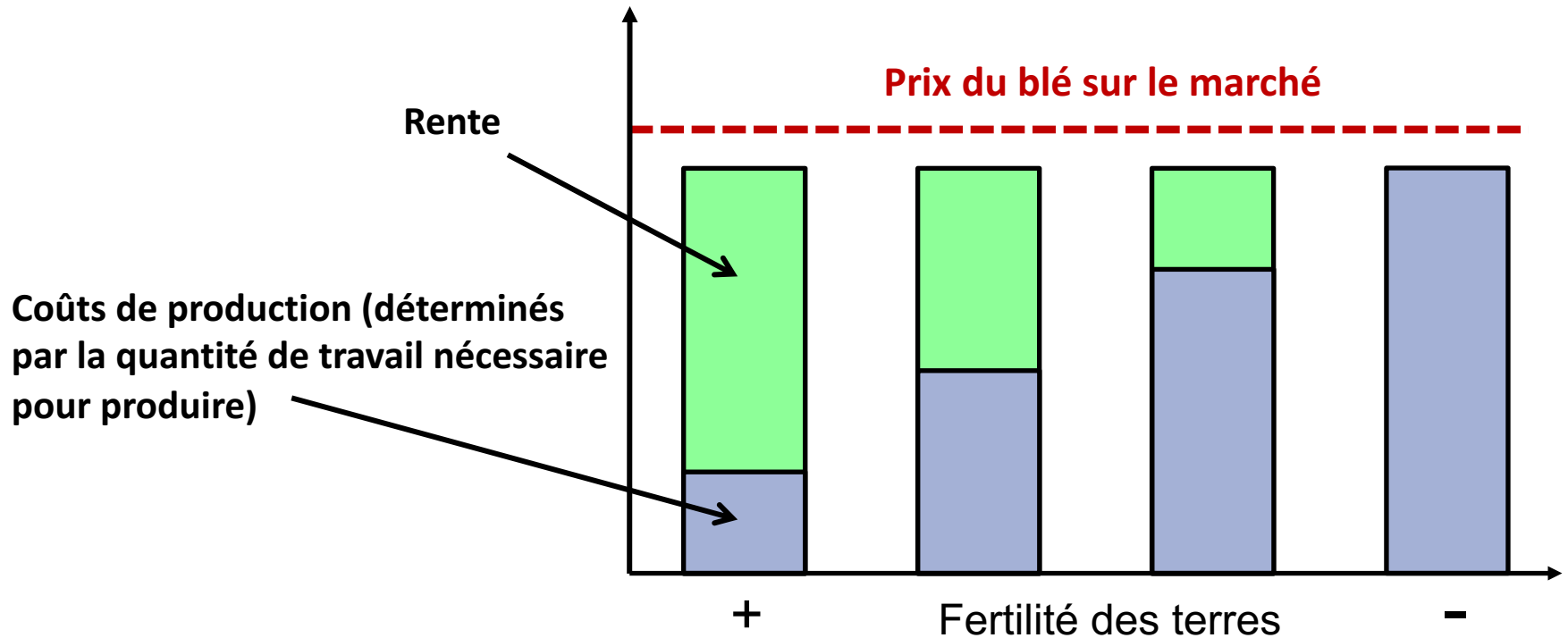
RICARDO : LA CROISSANCE MENACÉE PAR L'ÉTAT STATIONNAIRE

Pour Ricardo « *si à court terme le capitalisme est efficace, à plus long terme nous sommes menacés par l'état stationnaire* ». Son analyse repose sur une répartition du produit global entre trois classes sociales : les travailleurs perçoivent les salaires, les capitalistes les profits et les propriétaires fonciers la rente. Le taux de salaire naturel « *fournit aux ouvriers les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution* » (→ **salaire de subsistance**).

Le profit est un résidu du produit global après le paiement du salaire et de la rente. Le revenu du propriétaire foncier naît de la différence de rendement des terres exploitées. **Le taux de salaire d'équilibre est lié aux prix des subsistances**, il augmente avec le prix du blé. **Le taux de profit tend à baisser avec la hausse du prix de subsistances**. Lorsque le taux de profit tombe en dessous d'un niveau jugé minimum par les capitalistes, **l'accumulation du capital s'interrompt et, avec elle, la croissance économique. C'est l'état stationnaire.**

Pour Ricardo et ses disciples (Richard Cobden), **les capitalistes et les salariés ont un même intérêt au libre-échange contre les propriétaires fonciers** afin d'importer du blé à meilleur prix et de retarder l'augmentation de la rente. **Le progrès technique, en augmentant les rendements agricoles, peut lui aussi freiner temporairement la hausse de la rente et la marche vers l'état stationnaire.**

LES RENDEMENTS DÉCROISSANTS DE L'AGRICULTURE

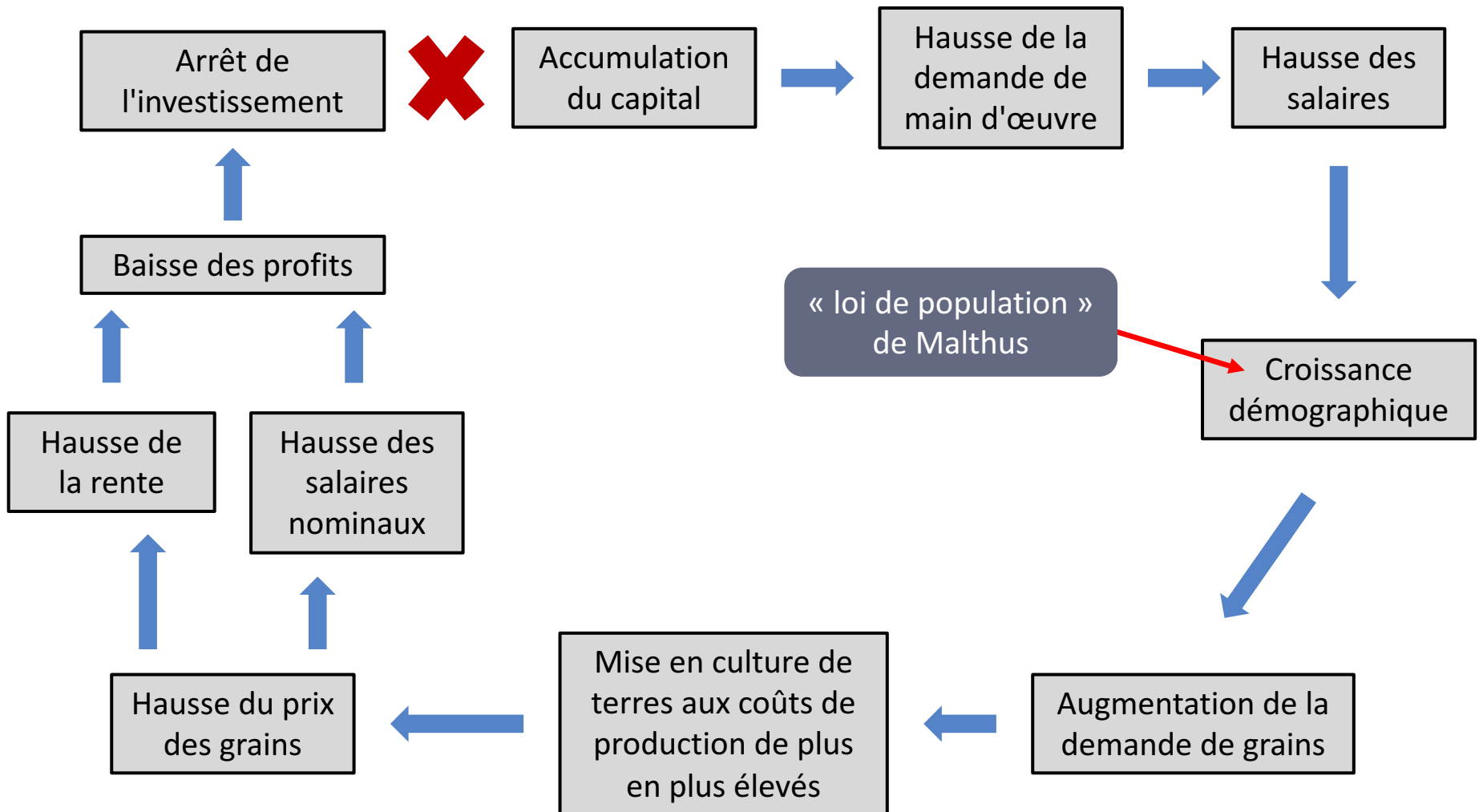


Ricardo reprend la distinction – habituelle depuis A. Smith –, entre trois grands types de revenus : la rente foncière, le salaire et le profit (perçu par les propriétaires d'un capital productif autre que la terre). À long terme, du fait des tendances démographiques et des conditions de la production, la répartition des revenus est appelée à se modifier.

Selon Ricardo, « *la rente n'est pas un constituant des prix des marchandises* », car elle ne s'ajoute pas aux autres coûts pour rendre le blé plus cher ; en revanche, c'est la cherté du blé qui donne naissance à la rente.

L'ÉTAT STATIONNAIRE : LE PESSIMISME FACE À LA CROISSANCE

État stationnaire



MALTHUS ET SISMONDI : LA CROISSANCE MENACÉE PAR L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE

Pour T. R. Malthus et J. C. S. Sismondi (1773-1842), l'accumulation bute sur la capacité de consommer. Malthus craint la sous-consommation des riches. Les conditions de l'accumulation productive supposent que l'épargne soit investie. Si les capitalistes investissent ils accroissent leur épargne et les débouchés de la production sont restreints. Comme les salaires sont fixés au niveau des subsistances la demande des salariés ne peut pas s'accroître. Il faut selon Malthus stimuler la demande par la division de la propriété foncière, le développement du commerce et de la demande de consommateurs improductifs ayant « à la fois la volonté et la faculté de consommer plus qu'ils ne produisent » (par exemple les fonctionnaires).

L'augmentation des classes moyennes qui, n'étant pas assez riches pour épargner, consommeraient beaucoup et absorberaient ainsi les volumes de production trop importants sans cela, pourrait aussi contribuer à **lutter contre la tendance à la sous-consommation.**

Pour Sismondi l'antagonisme entre le capital et le travail est lié au fait que l'entrepreneur ne paie pas à l'ouvrier une compensation suffisante pour son travail, le progrès de la production augmente l'inégalité des revenus et la contraction de la demande. Il stigmatise les dysfonctionnements de l'économie de marché : le développement économique s'appuie sur les inégalités entre riches et pauvres et conduit donc au creusement de ces inégalités. Il affirme que l'offre ne crée pas la demande, les crises de surproduction sont donc possibles.

3.6.

UNE THÉORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Pour s'enrichir, il faut aussi se procurer les produits aux meilleurs prix. Sur le marché intérieur, cela peut être permis par la concurrence que se livrent les différentes industries. Il est aussi possible d'acheter à l'extérieur ce qui y est moins cher. Smith préconise donc le libre-échange et il comprend que celui-ci mène inévitablement à la spécialisation internationale qui est fortement souhaitable car elle permet d'optimiser les avantages de chaque pays.

Les théories classiques du commerce international ne sont en fait que l'extension spatiale du principe avantageux de la division du travail exprimé au niveau de la fabrique ou de l'atelier.

ADAM SMITH : LES AVANTAGES ABSOLUS

En raisonnant avec les hypothèses de rendements constants (la production augmente en suivant le rythme de l'augmentation du facteur variable), d'immobilité spatiale des facteurs et de leur mobilité sectorielle parfaite, la théorie des avantages absolus démontre que le libre-échange augmente la richesse matérielle du monde, en **incitant les nations à se spécialiser dans les productions pour lesquelles elles disposent d'un avantage absolu** dans la fabrication de produits qui ont un coût de production plus faible en valeur absolue par rapport au coût de production du reste du monde.

Dans cette hypothèse, toute personne qui travaille dans le secteur qui produit X peut, du jour au lendemain, travailler dans le secteur qui produit Y et réciproquement.

Dans ces conditions, le pays A se spécialise dans le produit X, pour lequel son coût absolu est plus faible que celui du reste du monde, ce qui lui donne un avantage absolu, tandis que le pays B se spécialise dans la production de Y pour lequel il dispose également d'un avantage absolu. Dans chaque pays, les heures libérées du secteur abandonné seront consacrées à la production la plus avantageuse.

RICARDO : LES AVANTAGES COMPARATIFS

David Ricardo va plus loin en préconisant une division du travail fondée sur l'avantage relatif, c'est-à-dire sur le coût relatif ou comparatif le plus faible.

Les avantages absolus

	Angleterre	Portugal	Production totale
Vin	120 H	80 H	Vin = 2 unités
Drap	100 H	90 H	Drap = 2 unités
Quantité de travail	220 H	170 H	

Si l'on applique la théorie de Smith, la division internationale du travail n'est pas indiquée pour le Portugal qui cumule les avantages absolus dans les deux secteurs.

Les coûts relatifs (ou comparatifs)

Pays	du drap en vin	du vin en drap
Portugal	$90 / 80 = 1,125$	$80 / 90 = 0,888$
Angleterre	$100 / 120 = 0,8333$	$120 / 100 = 1,2$

La spécialisation internationale s'impose si le prix à l'importation, pour chaque pays, est inférieur au coût relatif du produit avant son importation.

LES AVANTAGES COMPARATIFS : DES HYPOTHÈSES TRÈS RESTRICTIVES

Avec les avantages comparatifs, Ricardo apporte une justification à l'échange international, même dans le cas de pays ne disposant d'aucun avantage absolu.

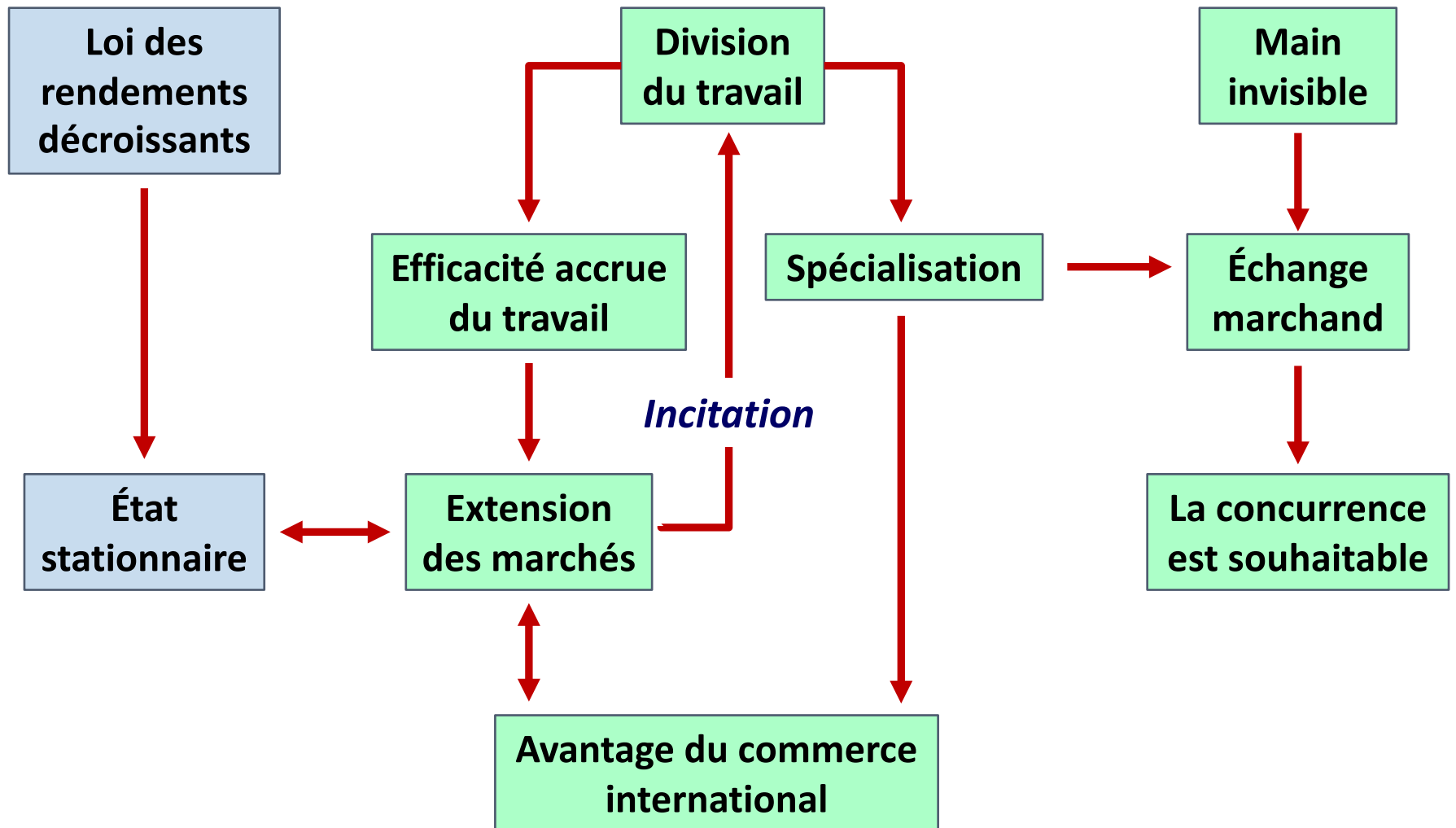
Sa démonstration repose toutefois sur des hypothèses très restrictives. Il suppose que :

- **les facteurs de production sont fixes ;**
- **la productivité est constante ;**
- les techniques de production sont inchangées et identiques d'un pays à l'autre ;
- l'avantage relatif est déterminé une fois pour toutes ;
- **les taux de change sont parfaitement stables dans le temps ;**
- **les produits échangés sont supposés parfaitement homogènes et identiques ;**
- leur rapport de valeur, déterminé par la quantité de travail, ne se modifie pas non plus ;
- les législations douanières n'affectent pas les rapports d'échange entre les pays.

On se trouve donc en présence d'une **théorie entièrement statique du commerce international**, ce qui ne l'empêchera pas d'avoir une portée pratique considérable dans la première moitié du XIX^e siècle et plus tard.

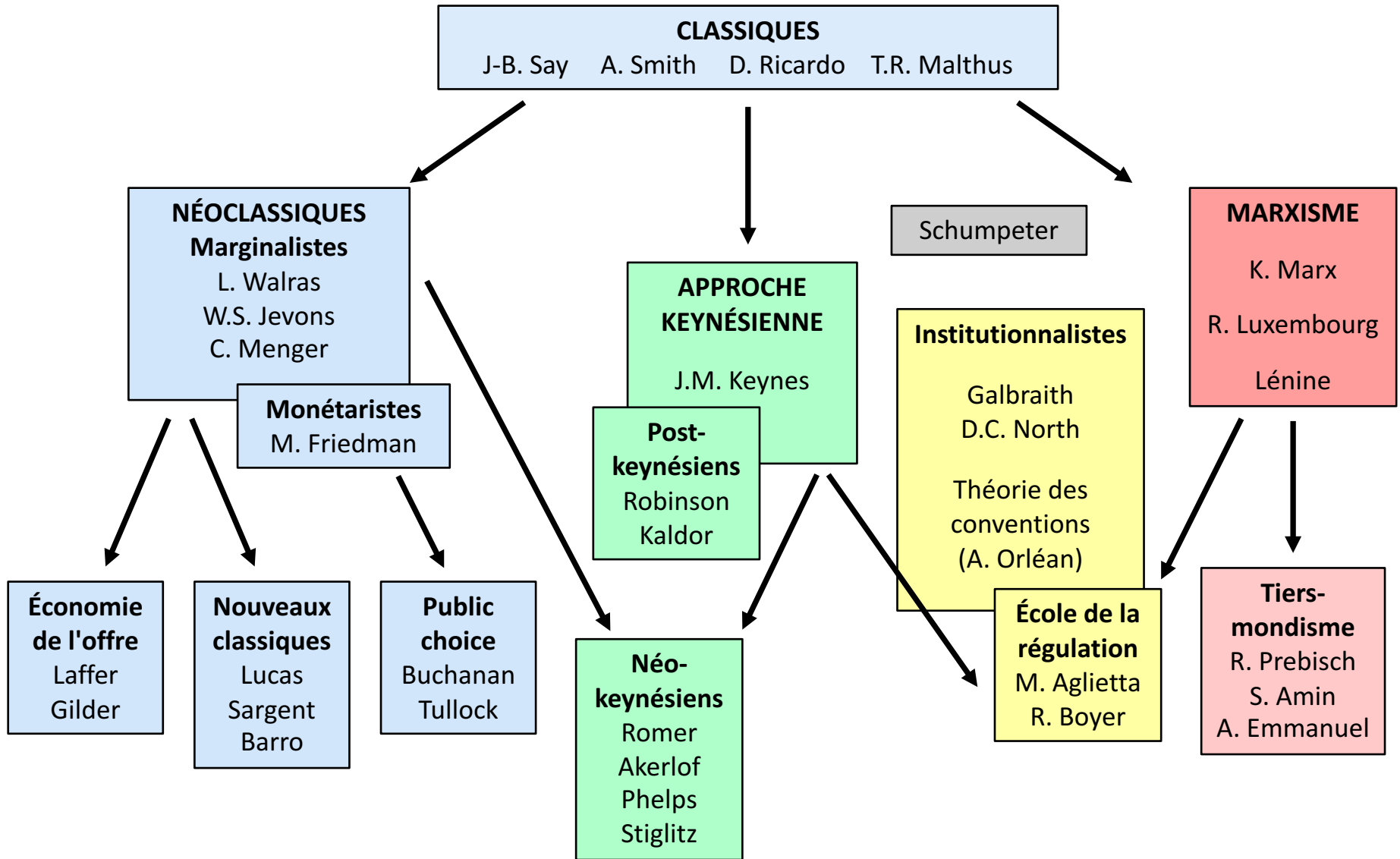
Dès les années 1810, Ricardo milite en faveur de l'adoption du libre-échange dans son pays, politique qui y sera effectivement adoptée à partir de 1846 (abolition des *Corn Laws*).

LE SYSTÈME CLASSIQUE



En raison de l'élargissement des marchés, de la concurrence et du machinisme croissant, la division du travail est sans cesse approfondie. L'accumulation du capital est un préalable à la division du travail.

LES COURANTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE



4 ÉCONOMIE DE MARX

« Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! »

4.1.

LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Pour Marx, chaque société doit passer par des stades bien déterminés qu'il nomme « modes de production ». Chaque mode de production peut être défini par un rapport de production et par des forces productives. Les forces productives sont l'ensemble des ressources matérielles et humaines qui interviennent dans la production.

Les rapports de production sont les rapports de propriété sur les ressources matérielles et les relations entre les différents agents qui participent d'une façon ou d'une autre à l'activité productive.

MARX : UNE ANALYSE CRITIQUE ET MILITANTE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

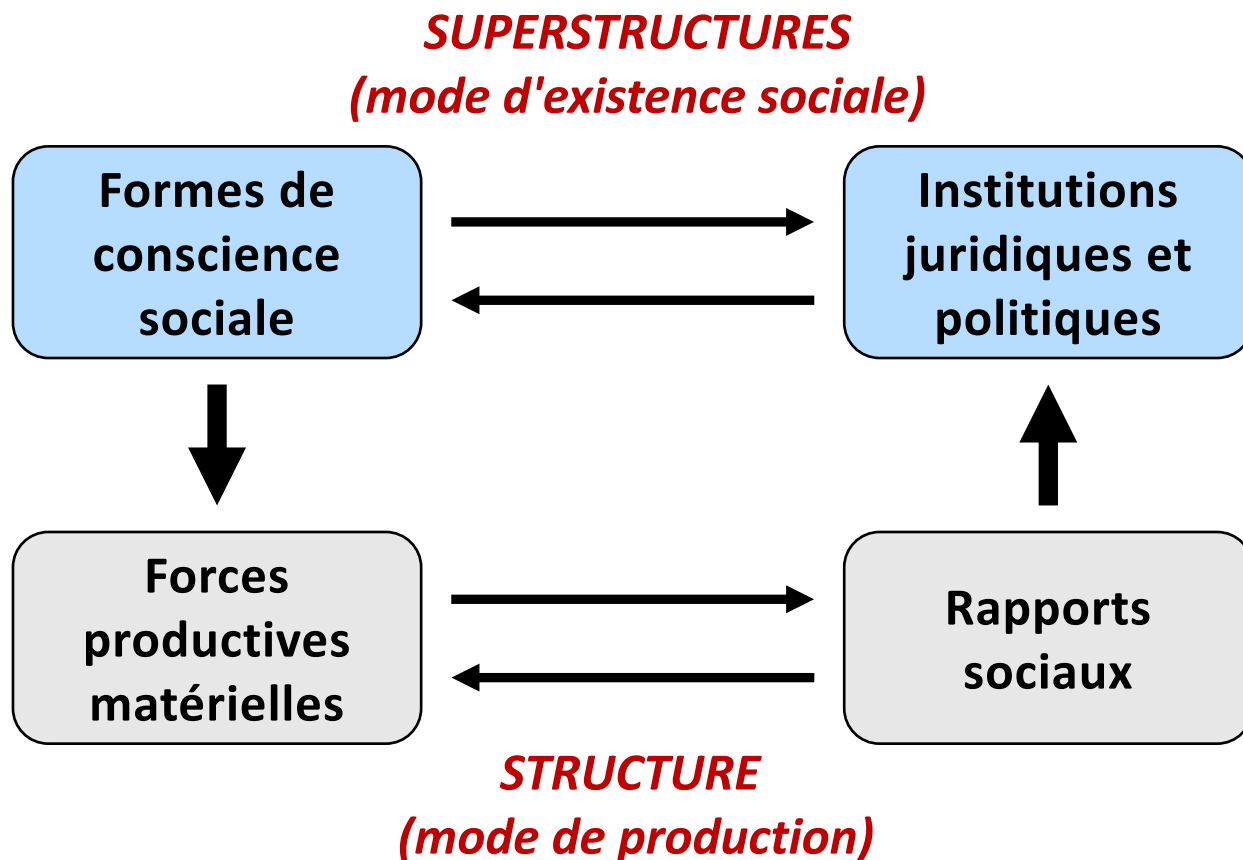
« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. »

S'inscrivant dans le sillage des économistes « classiques », Karl Marx (1818-1883) s'en démarque par son analyse critique et militante du mode de production capitaliste (MPC). Cette vision est fortement ancrée dans l'Histoire, ce qui le conduit à **rejeter l'idée selon laquelle des « lois naturelles » régiraient l'économie.**

Selon lui, **la société industrielle se caractérise par un mode de production spécifique, fondé sur le rapport salarial. L'ensemble de la société s'organise à partir des conditions de la production économique** : la classe sociale qui ne possède que sa force de travail doit la mettre au service de la classe qui a la propriété des moyens de production. De cette exploitation dérive la lutte des classes. Si Marx n'utilise pas le terme de « capitalisme », il oppose les capitalistes au prolétariat tout au long de son ouvrage majeur, *Le Capital* (1867).

Sociologue, philosophe, historien, Marx place l'économie au cœur d'un système de pensée qui a marqué l'histoire contemporaine. Sa construction accorde une large part au déterminisme.

MARX : LE MODE DE PRODUCTION DÉTERMINE LES RELATIONS SOCIALES



NB : l'épaisseur des flèches indique l'intensité de la détermination

« Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante » (Manifeste du parti communiste, 1848).

MARX : LE MODE DE PRODUCTION DÉTERMINE LES RELATIONS SOCIALES

- **Le salariat est le rapport social qui caractérise le MPC** : le capitaliste achète la force de travail du prolétaire, qui doit la vendre pour vivre. De ce travail – dont une partie n'est pas rémunérée (« surtravail ») –, naît la plus-value empochée par le capitaliste. Le MPC repose ainsi sur un **rapport d'exploitation à travers le salaire** (et la monnaie).
- **Les institutions servent les intérêts de la classe dominante qui les contrôle** : le suffrage censitaire, l'école, la religion inculquent la soumission à l'ordre social. Les lois protègent les détenteurs de la propriété des moyens de production.
- **Le positionnement au sein de la société détermine la conscience sociale**. Le prolétaire mesure l'exploitation dont il est victime, le capitaliste a conscience de ses intérêts et de ceux de ses pairs. La « classe en soi » des prolétaires est moins organisée et moins mobilisée que la « classe pour soi » des capitalistes.
- **La plus-value est l'enjeu central de la lutte des classes.**

Ce déterminisme économique serait total si le matérialisme n'était qu'historique. Mais la relation entre les forces productives et les rapports de production est de nature dialectique, de même que la relation entre l'infrastructure et la superstructure. Chaque composante du système fait évoluer les autres. **En cherchant à modifier les rapports sociaux de production, la lutte des classes devient le moteur de cette dialectique et de l'Histoire** : le matérialisme historique est complété par le matérialisme dialectique.

MARX : RAPPORTS DE PRODUCTION ET PROLÉTARIAT

Les **rapports de production** règlent l'organisation des relations entre les hommes dans la **mise en œuvre des forces productives**. Ils caractérisent l'organisation sociale de la production : esclavagisme, servage, fermage, salariat. Ils commandent en même temps la répartition des fruits du travail.

Par extension, **les rapports de production désignent les rapports entre les classes sociales**, séparées par leur place dans les rapports de production. Les rapports de production et les « rapports de propriété » apparaissent comme des équivalents stricts.

Le prolétariat est une classe unique dans l'histoire, une classe dépourvue de toute propriété, exploitée et produisant collectivement, mais qui est aussi **poussée sans arrêt par les contradictions de l'économie capitaliste à lutter contre la bourgeoisie**. Pour arracher son émancipation, le prolétariat n'a pas d'autre choix que de détruire la propriété privée et toutes les formes de domination de classe. Du fait de sa position sociale, contrairement aux autres classes, il a la capacité de le faire. Le prolétariat est donc une classe révolutionnaire.

MARX : IDENTITÉ DE CLASSE ET CONSCIENCE DE CLASSE

Les conditions d'existence du prolétariat, ses luttes et ses réflexions sur celles-ci, élèvent sa conscience au point qu'il peut **se reconnaître comme une classe à part** et se définir par la nécessité de lutter contre la bourgeoisie. Mais l'identité de classe ne suffit pas à forger une conscience communiste. Les prolétaires vivent dans une société bourgeoise qui fait peser sur eux la complexité de ses rapports sociaux et de ses superstructures idéologiques :

« Les idées de la classe dominante sont, à chaque époque, les idées dominantes ; c'est à dire que la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est, en même temps, sa puissance intellectuelle dominante. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle contrôle du même coup les moyens de la production intellectuelle ; de telle sorte que les pensées de ceux qui ne disposent pas des moyens de la production intellectuelle sont soumises à cette classe dominante. » (K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, 1846).

→ Pour que l'identité de classe se transforme en conscience communiste, l'organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique, est nécessaire. Les luttes sociales contribuent à forger cette identité de classe.


4.2.

LA PLUS-VALUE AU CŒUR DU MPC

Dans le mode de production capitaliste, la relation entre le prolétaire et la capitaliste s'établit autour du salaire. C'est par le salaire que le capitaliste capte à son profit la plus-value en exploitant le travailleur.

La plus-value est centrale dans l'analyse que fait Marx du mode de production capitaliste. Elle permet l'accumulation du capital qui explique l'épuisement de la croissance et les crises de surproduction.

Le travail à l'origine de la plus-value



J'ai bossé 10 heures pour 25 \$.

Mais avec ton travail, ton patron a fait un profit de 50 \$. C'est ton surtravail qui lui permet de réaliser cette plus-value.

MARX : LE SALAIRE, PRIX DE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

En écrivant que « le salaire est le prix d'une marchandise déterminée : le travail » Marx adopte d'abord la théorie du salaire des classiques. Mais il développe ensuite une tout autre conception du salaire, qui constitue le point de **rupture avec les classiques : le salaire n'apparaît plus comme la contrepartie du travail, mais comme l'expression monétaire de la valeur de la force de travail**. Celle-ci a une double dimension :

- d'une part, elle a une valeur d'usage : elle crée de la valeur (en fonction de la façon dont la capacité de travail du salarié est utilisée par le capitaliste).
- d'autre part, elle a une valeur d'échange ou temps de travail socialement requis à la production des biens nécessaires à la production et à la reproduction de la force de travail.

Le salaire étant l'expression monétaire de la valeur de la force de travail – c'est-à-dire son prix –, il peut fluctuer autour de cette valeur, comme le prix de n'importe quelle autre marchandise, selon le jeu de l'offre et de la demande.

Ce principe de formation du salaire est l'une des pièces indispensables à la construction de sa théorie de l'exploitation. Lors de la passation du contrat de travail, le salarié met toute sa force de travail à la disposition de l'employeur ; autrement dit, il loue au capitaliste sa valeur d'usage, mais obtient en contrepartie la valeur d'échange. Or, comme **la valeur d'usage crée une valeur supérieure à la valeur d'échange, il apparaît une plus-value (une survaleur) qui appartient à l'employeur**. Le taux d'exploitation, ou taux de plus-value, est égal au rapport entre la plus-value et le salaire.

MARX : « SURTRAVAIL » ET PLUS-VALUE

À la différence des classiques, qui distinguent trois types de revenus primaires (salaires, profits et rentes), Marx ne distingue que deux grandes catégories qui sont les revenus des travailleurs salariés et les revenus des propriétaires des moyens de production, englobés sous le terme générique de « plus-value ».

Pour Marx, le niveau de salaire minimum est social, et non naturel : il est la conséquence du chômage (« armée industrielle de réserve ») inhérent au mode de production capitaliste. En cela, Marx se distingue aussi bien de la pensée classique que de la « loi d'airain des salaires » exprimée par Lassalle en 1863.

Le salaire rémunère les fonctions du travailleur, mais en le soumettant à la loi de l'offre et de la demande du mode de production capitaliste.

Le prolétaire vend sa force de travail à un prix inférieur à son prix réel (qu'il ne saurait évaluer correctement). **Une partie de son temps de travail ne lui est donc pas payée (« surtravail »), c'est elle qui constitue la plus-value extorquée par le capitaliste.** La fonction de la plus-value est de servir, pour partie, à faire face aux besoins de consommation du capitaliste, pour l'autre, à l'accumulation (investissement).

LE « CIRCUIT DU CAPITAL » PERMET LA RÉALISATION DE LA PLUS-VALUE

Dans une société traditionnelle d'échange de marchandises existantes, le circuit économique en valeur s'ouvre et se ferme sans changement de valeurs : les marchandises de valeur M, dans une première métamorphose (« vente ») s'échangent contre de l'argent A qui, à son tour, s'échange contre des marchandises de même valeur M, dans une opération d'achat, soit le cycle :

Marchandise → Argent → Marchandise

M → A → M

Dans le « circuit du capital », la plus-value intervient, conduisant à des valeurs en fin de cycle supérieures aux valeurs en début de cycle. Un capital argent A provenant d'une **accumulation primitive**, permet d'acquérir du capital productif P de valeur égale à A, comprenant du capital variable et du capital constant.

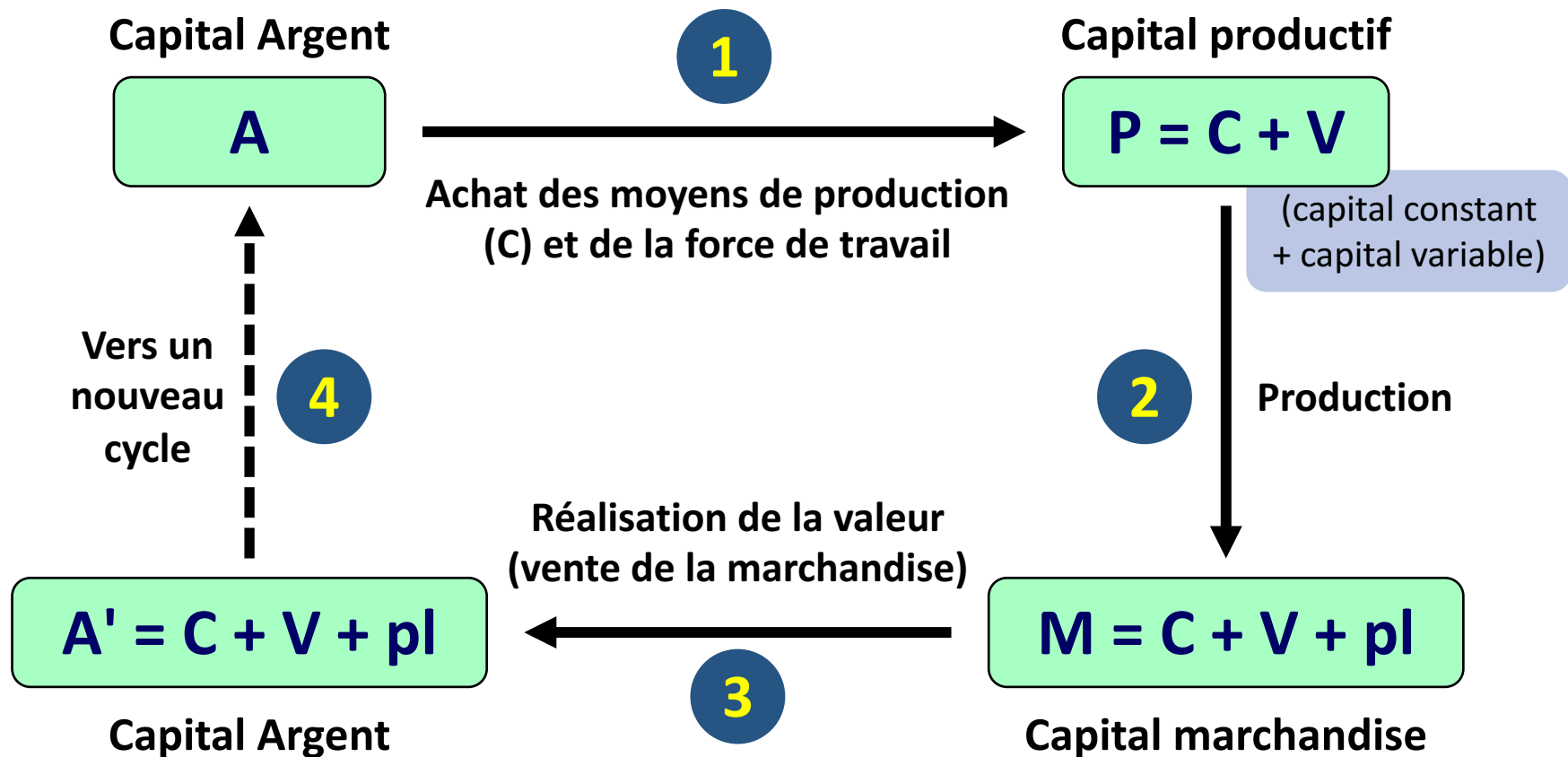
A = P = C + V

La mise en œuvre de P, dans le cycle de production, permet d'obtenir du capital marchandise :

M = C + V + pl

La réalisation de M sur le marché, c'est-à-dire la vente des marchandises, procure du capital argent A' d'un montant supérieur à la somme engagée au départ. Cette différence (A' - A) résulte de la réalisation de la plus-value qui, sous la forme argent, s'appelle le profit.

Le circuit du capital est ainsi : **A → P → M → A'** d'où la « formule du capital » : **A-M-A'** c'est la « **reproduction élargie** » du capital.



- 1) Le capital permet d'acheter les machines et la force de travail du prolétaire.
- 2) Au cours du processus de production, le travail du prolétaire crée la valeur supplémentaire.
- 3) En vendant la marchandise, le capitaliste capte la plus-value créée par le prolétaire.
- 4) La plus-value permet au cycle de se répéter dans une logique d'accumulation.

Mais pour maintenir le niveau de la plus-value, l'accumulation du capital exige l'augmentation en parallèle de la quantité de travail. Cette fuite en avant menace le taux de profit.

MARX : L'EXPLOITATION DU TRAVAIL PAR LE CAPITAL

L'enseignement des classiques anglais est au centre de la construction marxienne, comme eux, Marx explique les revenus par la structure conflictuelle de la société : ils suivent des règles de marché, mais s'expliquent par des rapports de force car **le gain des uns est retiré aux autres**. De la **théorie de la valeur-travail**, Marx tire la notion d'exploitation qui repose sur la particularité du contrat de travail, il raisonne en heures de travail :

- le capitaliste s'approprie la valeur du travail que fournit le travailleur (ex. 12 heures)
- il le rémunère pour l'équivalent de la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire ce qu'il coûte en produits, lui et sa famille (ex. 6 heures) ;
- la différence, c'est-à-dire la plus-value (ici 6 heures), est appropriée par le seul capitaliste, elle provient donc entièrement de ce processus d'exploitation ;
- le taux d'exploitation (plus-value / salaire, ici : $6 / 6 = 1$) résulte du **rapport de forces entre les classes sociales et non d'une loi naturelle** comme chez les Classiques ou chez Lassalle (« loi d'airain des salaires ») ;
- quand le produit est vendu, cette valeur-travail est transformée en monnaie : le profit ;
- le profit est à l'origine du revenu de toutes les classes exploiteuses : l'entrepreneur capitaliste, le rentier, et le propriétaire foncier se le partagent.

NB. Le terme « exploitation » n'a aucune connotation morale. L'exploitation résulte de transactions normales, la force de travail est payée à sa valeur (coût en travail) mais elle est le seul produit capable d'en créer plus (12 h) qu'il n'en coûte (6 h) → l'échange « force de travail contre salaire » génère donc un gain (6h) pour le capitaliste qui achète cette force de travail.


4.3.

À L'ORIGINE DES CRISES : L'ACCUMULATION

Pour Marx, la logique de profit pousse à l'accumulation du capital, mais cette accumulation conduit à la surproduction et à la crise économique. Marx énonce quatre lois tendanciennes qui expliquent pourquoi la logique d'accumulation condamne le capitalisme à sa propre perte.

Comme souvent, Marx part d'une vision de l'économie empruntée à Ricardo (ici la loi des rendements décroissants) pour élaborer sa propre théorie.

Accumulation du capital et baisse tendancielle du taux de profit



J'ai été virée. Mon patron a acheté une machine à café pour me remplacer.

La substitution du capital au travail entraîne une baisse du besoin de main-d'œuvre. Mais il va avoir du mal à maintenir son taux de profit.

MARX : LES LOIS TENDANCIELLES DU MPC

Dans le MPC, la **logique de la concurrence conduit les propriétaires des capitaux à accumuler une partie de la plus-value**, avec une forte fraction pour le capital constant. L'objectif, pour chacun, est d'augmenter la production pour un coût salarial constant ou moindre, afin d'être plus compétitif. Ce comportement conduit à des évolutions à long terme qui constituent **les lois tendancielle du mode de production capitaliste**.

1. L'élévation de la composition organique du capital

En raison du machinisme croissant (et non de la loi de Malthus), la concurrence entre les travailleurs conduit au resserrement des salaires. En effet, **les gains de productivité et la substitution du capital au travail entraînent une baisse du besoin de main-d'œuvre**. Une surpopulation relative apparaît : c'est « l'armée industrielle de réserve ».

2. La baisse tendancielle du taux de profit

La substitution du capital au travail (« élévation de la composition organique du capital ») fait **baisser le taux de profit puisque seul le travail est source de plus-value** (Ricardo attribue ce phénomène au développement de la rente suite à la croissance démographique).

3. Loi de concentration progressive du capital

Au cours des crises de surproduction, les entreprises les moins performantes disparaissent. Elles sont rachetées par celles qui ont une forte accumulation.

4. Loi de la prolétarianisation et de la paupérisation croissante

Dans le mouvement de concentration des entreprises, les propriétaires expropriés viennent grossir le prolétariat. **La misère s'accroît et la consommation diminue**.

MARX : LA CRISE DE LA CIRCULATION

La crise de la circulation provient du **décalage** qui peut exister entre le moment où les biens et services sont produits et le moment où ils sont vendus. **Il se peut que les décisions de vente et d'achat des agents économiques ne se coordonnent pas.** La production ne sera pas vendue et le profit ne sera pas réalisé.

Le capitalisme n'est pas menacé, le rééquilibrage se fera par une réduction de l'offre. Keynes et Marx se rejoignent ici pour critiquer la loi des débouchés (la monnaie sépare l'acte d'achat et l'acte de vente).

Marx considère que le fonctionnement de l'économie de marché repose sur des milliers de décisions économiques non coordonnées, générant ainsi une forme d'anarchie. C'est pourquoi il préconise une centralisation.

L'URSS mettra en œuvre un système de production centralisé et planifié dans lequel les moyens de production seront détenus par l'État. Dans un tel système, les prix ne jouent plus leur rôle de signaux pour la décision de produire (on parle de « prix administrés »).

MARX : L'ACCUMULATION DU CAPITAL FINIT PAR BLOQUER LA CROISSANCE

Outre la plus-value, le mode de production capitaliste (MPC) a une autre spécificité : l'accumulation sans fin du capital. Pour Marx, le capitaliste est « un agent fanatique de l'accumulation » du fait de sa « soif de profit ». **Voulant toujours plus de plus-value, donc de production, le capitaliste accumule toujours plus de machines et de force de travail. L'accumulation du capital constitue le processus sans fin par lequel la plus-value est extraite, reproduite et agrandie.** Ce processus explique la croissance économique, c'est-à-dire la « reproduction élargie » du circuit économique, mais il est aussi à l'origine des crises.

Chaque mode de production engendre ses propres contradictions ; dans un premier temps, les rapports de production favorisent le développement des forces productives, puis peu à peu ils font obstacle à leur expansion. Il faut alors, changer de mode de production pour libérer les forces productives. Le mode de production féodal a ainsi succédé au mode de production esclavagiste, avant de céder la place au capitalisme. Ce mode de production a, dans un premier temps, permis un développement considérable des forces productives avant de connaître des crises industrielles.

MARX : LA CRISE DE LA REPRODUCTION

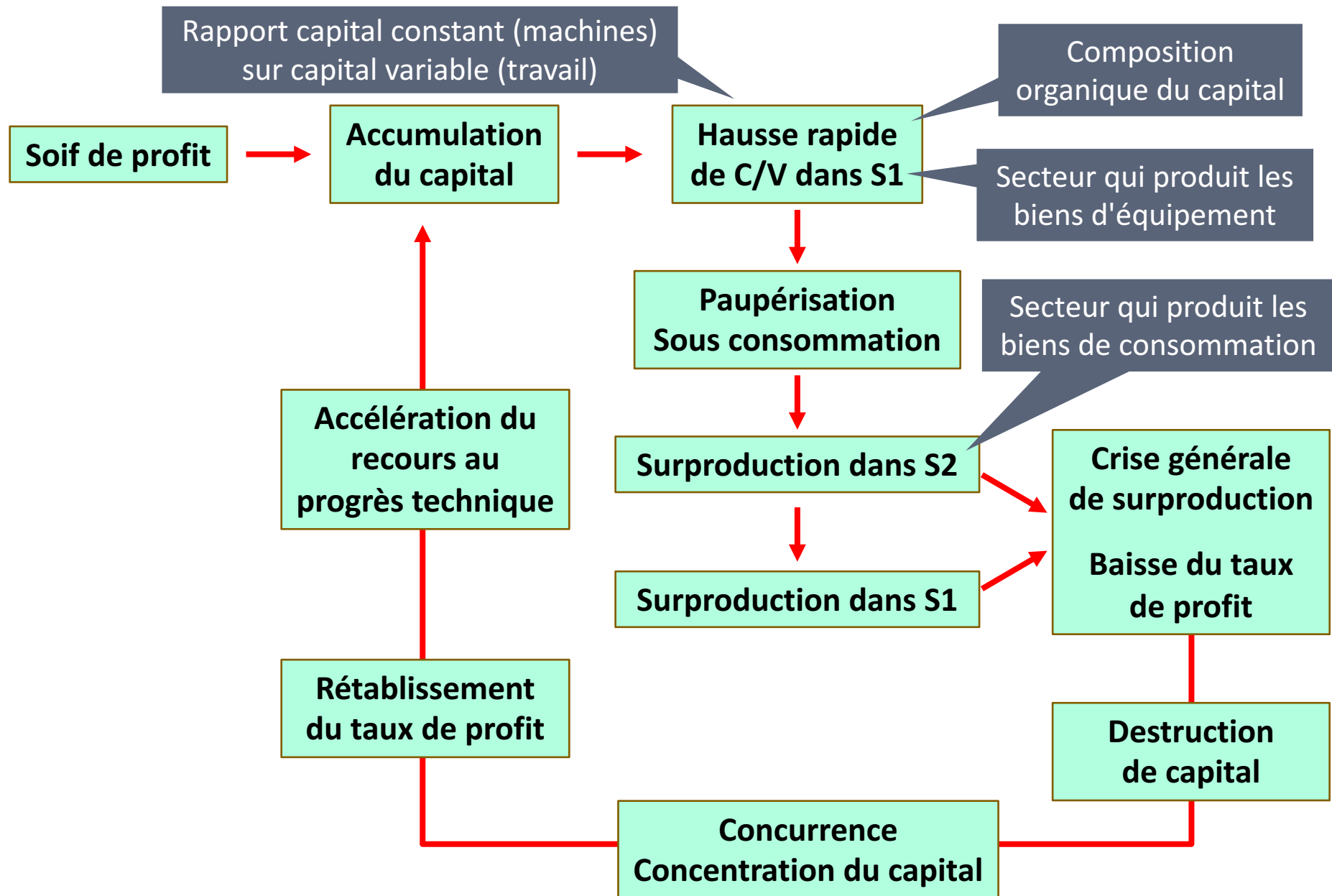
La crise de la reproduction (du capitalisme) est beaucoup plus grave que la crise de circulation.

Marx scinde l'économie en deux « sections » :

- la section 1 (S1) correspond aux secteurs qui produisent les biens d'équipement (le capital fixe) ;
- la section 2 (S2) produit les biens de consommation.

Compte tenu de la loi de l'accumulation permanente du capital, le développement de la section 1 s'accélère et s'autonomise car cette section constitue un débouché pour elle-même : l'accumulation du capital entraîne une demande de biens d'investissement à S1 dont les entreprises investiront à leur tour en biens d'investissement pour répondre à la demande. Dans S1, on constatera une hausse de C/V (capital constant – machines – sur capital variable – salaires –) donc une baisse du taux de profit et un accroissement du chômage et de la paupérisation. La paupérisation conduit à une sous-consommation dans S2 (renforcée par l'augmentation de C/V dans S2 mais moins rapide que dans S1). Le ralentissement de S2 se répercute sur S1 ; les deux sections entrent en crise. La dévalorisation du capital fixe est nécessaire et **la concurrence conduit à la concentration du capital.**

MARX : LA CRISE DE LA REPRODUCTION DU CAPITAL



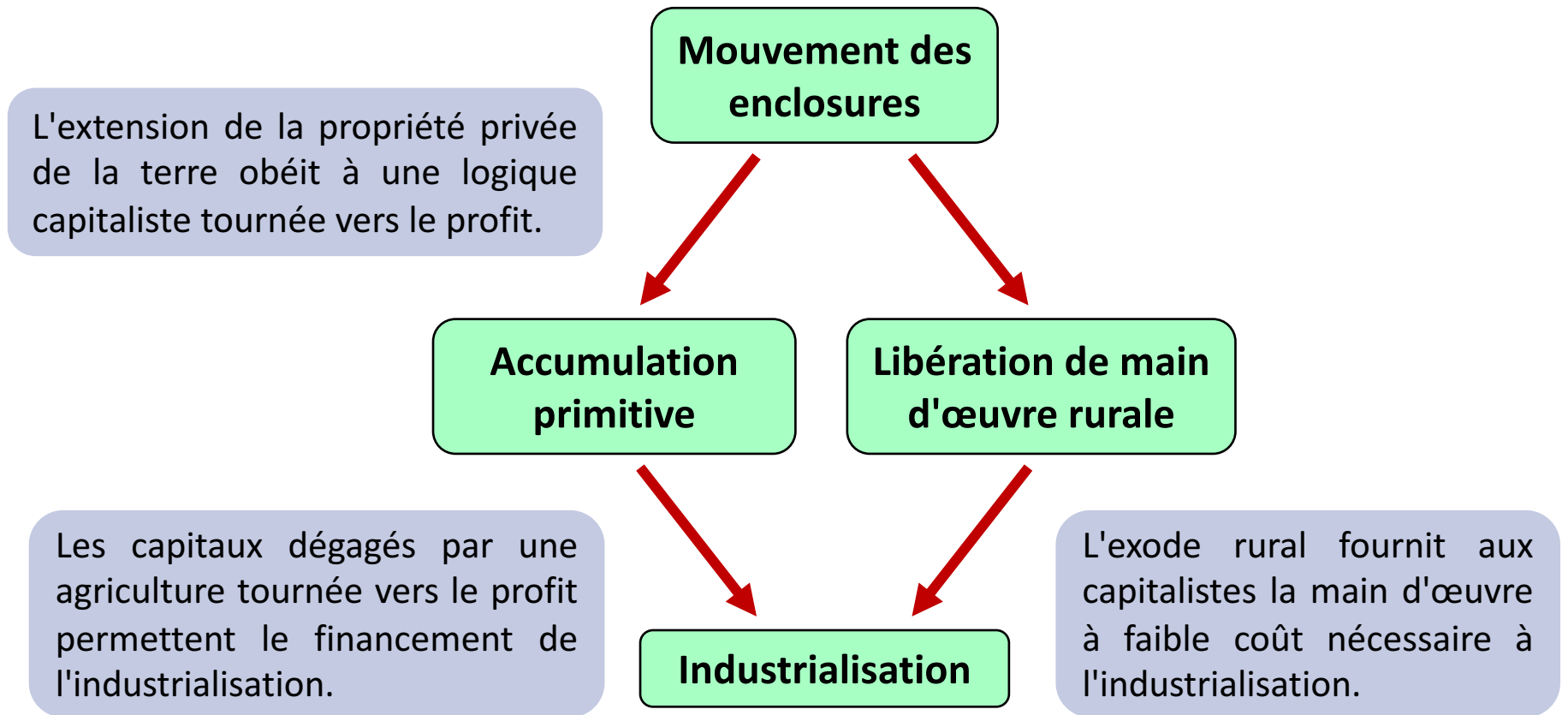
MARX : LA CRISE FAVORISE LA CONCENTRATION DU CAPITAL

La baisse du taux de profit n'est pas la cause de la crise mais sa manifestation. Face à la baisse du taux de profit, il n'y a qu'une solution : la destruction du capital fixe. On constate alors l'arrêt des investissements et surtout les fermetures d'usines (destruction de capital fixe). La composition organique du capital (C/V) diminuera, ce qui rétablira le taux de profit. Une fois le taux de profit rétabli, les capitalistes, dont le nombre diminue au fur et à mesure (les capitalistes déchus vont grossir « l'armée de réserve »), se lancent à nouveau dans la course au progrès technique. Jusqu'à la prochaine crise.

La concurrence entre les capitalistes conduit à l'élimination des plus faibles et au rachat d'entreprises : c'est la concentration du capital.

La baisse du taux de profit s'explique par la baisse de la plus-value par rapport au :
 $PV / \text{capital constant} + \text{capital variable}$

L'« ACCUMULATION PRIMITIVE », PRÉALABLE À L'INDUSTRIALISATION



Pour Marx, ce sont les transformations dans l'agriculture anglaise à partir du XVI^e siècle qui permettent les conditions de l'industrialisation.

MARX EST-IL LE « DERNIER DES CLASSIQUES » ?

	LES CLASSIQUES	MARX
ORIGINE DE LA VALEUR	Valeur-travail.	Force de travail → Plus-value.
CROISSANCE	Rendements décroissants de l'agriculture → Baisse de la part du profit.	Baisse tendancielle du taux de profit.
LOI DES DÉBOUCHÉS	OUI (sauf Malthus) → pas de crises de surproduction.	NON → répétition des crises de surproduction.
ANALYSE CLASSISTE ?	OUI : 3 groupes de revenus. « harmonie des intérêts » (main invisible)	OUI : 2 classes principales → Lutte pour la plus-value.
MARCHÉ	Favorables à la concurrence.	La concurrence pousse à l'accumulation du capital.
ÉTAT CAPITALISME	État-gendarme. Aboutissement.	Favorable à la centralisation. Étape de l'Histoire économique.

MARX EST-IL LE « DERNIER DES CLASSIQUES » ?

UNE RÉPONSE EN FORME DE CONCLUSION

1) Bilan

Marx adopte une position ambiguë face aux classiques : d'un côté il semble être classique en reprenant les analyses ricardiennes le plus souvent, d'un autre il semble rejeter les principes qui régissent ce courant, comme l'existence de lois universelles : son analyse présente la succession des différents modes de production comme le produit de l'Histoire, elle-même produit des luttes entre classes sociales.

Bien qu'il se détache du courant classique, toute son analyse reste basée sur des analyses classiques, la principale différence étant le moyen de les exploiter. On peut affirmer que Marx était un classique qui, compte tenu de l'époque à laquelle il appartenait, a opté pour d'autres interprétations, à contenu plus historique → Marx est peut-être le dernier des classiques, mais il est surtout... le premier des marxistes.

2) Ouverture

Quelques années seulement après la publication du *Capital* (1867), les Néoclassiques rejeteront le système de Marx, système pourtant largement construit sur les éléments de l'économie classique. De ce fait, on peut se demander si, malgré son attachement au libéralisme, le paradigme néoclassique ne représente pas une rupture plus radicale avec la pensée de Smith et Ricardo que ne l'est la critique marxienne du MPC.